Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 37 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***17 - 24 octobre 2018***

PURGE AU SEIN DE LA POLICE LIÉE À LA DATE DU 17 OCTOBRE

19 policiers exclus de l'institution

Une succession de gaffes par Jovenel Moïse...

On dit que la panique pousse l'homme à la bêtise. Quand on est acculé à perpétrer toute une série de gaffes en peu de temps, il faut croire que celui qui agit a vraiment perdu le contrôle de la situation. C'est bien le cas de Jovenel Moïse qui, sous le coup de la peur, a commis deux erreurs monumentales avec la Police, don le plus grave est le bannissement de 19 policiers de l'institution. Les événements diront s'il sera en mesure de se ressaisir à temps, afin d'éviter des conséquences qui pourraient bien lui coûter son pouvoir.

En effet, un groupe de policiers rattachés à l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), qui a refusé d'obtempérer à l'ordre du président d'ouvrir le feu sur les manifestants du 17 octobre, en retour d'un paiement de 30 000 gourdes, soit USD 416,00, ont reçu l'ordre de ne plus mettre les pieds au Palais national. Ce qui équivaut à une mise en disponibilité. Sans consultation avec la hiérarchie policière. Tout comme il avait fait lorsqu'il avait fait le tour des commissariats, samedi dernier, à l'insu du directeur général de la PNH, comme le veulent les règlements de la Police nationale.

Selon la liste diffusée à Port-au-Prince, à la diligence du chef de l'USGPN, les policiers en question sont :

Jean-Claude Aimé (A-4), François Dit Quesnel Bazelais (ID), Jean Léandre Benoît (ID), Olamaille Bien-Aimé (ID), Athanse Gregory Blanchard (CD), Etzer Calixte (A-4), Daniel Cardichon (ID) Thinaud Delva (IP), Dunord Denaut (IP), Arkich Dorismond (A-4), Jimmy Guerrier (A-4), Ertz Jean (IM), Garry Jean-Baptiste (A-3), Jean-Bernard Jean-Charles (A-4) Clifford Joanis (A-3), Peterson Moïse (IM), Forbes Pierre (IM), Saint-Louis Renois (ID) et Thélusma Toussaint (IP).

Les noms de ces 19 officiers sont signalés dans une communication datée du 15 octobre, adressée par le commandant de l'USGPN aux officiers du jour, superviseurs et sergents de garde, stipulant ce qui suit : « *(...) à partir de cette date, les policiers dont les noms mentionnés ci-dessous n'ont plus d'accès au Palais national, jusqu'à nouvel ordre* ».

Accusés de conspiration ?

Cette mesure prise à l'encontre de ces 19 officiers, dont certains comptent 20 ans de service à l'USGPN, jusqu'ici traite l'incident comme une affaire interne, puisqu'aucun communiqué de la part de l'exécutif n'a été annoncé au pays, ni les motifs pour lesquels ils sont mis en disponibilité provisoire. Il n'a pas été indiqué non plus si une enquête sera diligentée et à quel moment.

Dans les milieux proches de l'Unité de sécurité générale du Palais national, on fait état de «*conspiration* », à la quelle auraient trempé ces policiers. Prêtant une formule généralement à l'usage des dictateurs haïtiens, ces 19 pères de famille sont accusés de « *complot contre la sûreté de l'État* ».

Pour sa part, intervenant à Radio Zénit FM, le policier Jean-Claude Aimé (G-4) dit craindre pour sa vie, car il a observé la présence de véhicules sans plaques d'immatriculation aux abords de sa maison. Il a laissé entendre que les autres policiers mis en disponibilité provisoire avec lui sont l'objet de ce même traitement. M. Aimé a précisé qu'il est intervenu précisément en vue

Suite en page 2

FUITE MASSIVE D'HAÏTI AVANT LE 17 OCTOBRE

La ligne aérienne « jet Blue » fait son beurre

Le 17 octobre arrive ! Le 17 octobre arrive ! Le 17 octobre arrive ! Ce cri, qu'on n'a pas nécessairement lancé de vive voix, a déclenché une vague de fuite d'Haïti de personnes ayant peur de se retrouver au pays à cette date annonciatrice d'une mobilisation générale organisée par le Mouvement PetroCaribe Challenge. Dans la fuite effrénée d'Haïti, surtout en direction de Miami, Floride, la ligne aérienne « jet Blue » a profité pour ramasser les millions à la pelle.

En effet, les responsables de ce transporteur aérien ont réalisé que les Haïtiens, en prévision de la date d'anniversaire de l'assassinat de l'empereur Jean-Jacques Dessalines retenue par les organisateurs de la plus grande mani-

Suite en page 15

Le couple présidentiel logé chez Shérif Abdallah ?

DES INCIDENTS DIPLOMATIQUES POTENTIELS À CRAINDRE

Shérif Abdallah.

Par Léo Joseph

Il y a déjà plus de deux semaines, des rumeurs persistantes faisaient état du déménagement du couple présidentiel de leur résidence à Pèlerin 5, sur la Route de Laboule, à Juvenat. Tout récemment, des précisions ont indiquées faisant croire que Jovenel et Martine Moïse, ainsi que leur famille, ont pris logement dans un appartement se trouvant dans la maison de Shérif Abdala, un des bailleurs de fonds de Nèg Bannann nan et proche de ce dernier. Quand on sait que M. Abdallah est un représentant consulaire, il y

Suite en page 14

COMMENT SAUVER HAÏTI DES MAUX QUI LE RONGENT ?

Des arguments pour soutenir la fin du mandat de Jovenel Moïse

Jovenel Moïse se comporte comme s'il voulait qu'on lui montre la porte.

Le Premier ministre Jean Henry Ceant se positionne-t-il par rapport, a une prochaine vacance presidentielle.

Par Léo Joseph

D'aucuns diraient qu'il est inconcevable de proposer d'écourter le mandat d'un président qui arrive au pouvoir par des élections, au risque d'être accusé de crime lèse-démocratie. Mais il semble qu'en établissant les principes de ce régime politique, les bâtisseurs aient négligé de prévoir les moyens de rectifier le tir quand le chef de l'État foule au pied les lois et la constitution ainsi que les principes de la bonne gouvernance. En sus de se révéler terriblement sous doué pour exercer la

Suite en page7

HAPPENINGS !

It's **happening as you read this. All of Haiti is standing up against corruption, as the people target the authorities who have failed to address the dilapidation of the $3.8 billion PetroCaribe Fund.** It all began in mid-August when Haitian-Canadian screenwriter Gilbert Mirambeau Jr. in Canada, backed by Haitian singer K-Lib (Valckensy Dessin), launched the #**petrocaribe challenge** on Twitter, asking "*Kot Kòb PetwoKaribe a*" (Where is the PetroCaribe Money.) Soon, other social media picked up the Challenge which steadily gained ground with demonstrations in cities abroad

Continued on page 16

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 2

PURGE AU SEIN DE LA POLICE LIÉE À LA DATE DU 17 OCTOBRE

19 policiers exclus de l'institution

Une succession de gaffes par Jovenel Moïse...

Suite de la page 1

que lui et ses frères d'arme encourent.

Refus d'ouvrir le feu sur les manifestants du 17 octobre

Des sources concordantes et indépendantes ont donné d'autres raisons qui auraient déterminé le pouvoir à sévir ainsi contre ces policiers. Des sources absolument dignes de foi ont précisé que ces 19 policiers avaient, suite au pèlerinage de Jovenel Moïse aux différents commissariats de la région métropolitaine, au cours duquel celui-ci avait remis des enveloppes contenant 30 000 gourdes à tous les policiers, ces 19 de la USGPN ont refusé d'accepter l'argent.

Avant de remettre les enveloppes contenant cette valeur, le président Moïse avait rappelé aux policiers combien leur service était apprécié du gouvernement et du peuple haïtien, qui sont reconnaissants des sacrifices qu'ils acceptent de faire en vue d'assurer la sécurité des vies et des biens. M. Moïse a ajouté qu'il avait apporté « *quelque chose*» pour eux, qui n'était autre que les 30 000 gourdes.

Les policiers, qui attendent, depuis des mois, que le gouvernement leur paye plus de six mois d'arriérés de paiement pour le fait d'assurer le service dans des zones à risques. Une somme dont ils ont grand besoin pour joindre les deux bouts. Les policiers ont vite compris que le discours à eux adressé par le président avait pour objectif de les amadouer. L'argent inséré dans des enveloppes à leur intention a pour motif de les faire oublier qu'ils sont traités en parents pauvres par le gouvernement, dont les dirigeants ont peur de ce va apporter le 17 octobre.

Ayant compris le jeu du chef de l'État, les officiers présentement sanctionnés ont pris la décision de dénoncer ce geste et d'annoncer du même coup leur refus d'obtempérer à la consigne de président consistant à ouvrir le feu sur les manifestants du 17 octobre.

Quelle sera l'attitude des autres policiers ?

Ce scandale, qui vient d'éclater au sein de la USGPN, pourrait mettre au pied du mir les autres policiers qui ont bénéficié de la « *générosité présidentielle* », sous forme de 30 mille gourdes insérées dans des enveloppes. Quand les 19 membres de cette dernière institution ont annoncé leur refus d'obéir à l'ordre de massacrer le peuple ainsi que leur décision de ne pas recevoir l'argent, ils mettent leurs frères et sœurs d'armes en mauvaise posture devant le public.

En effet, il faut demander que, face à une telle situation, quelle sera l'attitude des autres policiers qui ont reçu également l'argent. Serait-il légitime de croire qu'ils vont suivre le mot d'ordre du président de la République et faire feu sur des citoyens dont l'unique crime consiste à demander que soient jugées les personnes, anciens et actuels hauts gradés dans l'administration publique, qui ont volé les USD 3,8 milliards $, argent qui aurait pu servir à lancer le pays sur la voie du développement, à assurer un salaire décent à tous les Haïtiens; aussi à payer les arriérés de salaire aux policiers, aux enseignants et aux personnels du Corps diplomatique. Le détournement du fonds PetroCaribe, qui mobilise des citoyens demandant justice pour les caisses publiques, constitue la noble initiative que mènent les citoyens qui se résignent à affronter les balles assassines, les balles de caoutchouc, la matraque, ou les canons, toute la panoplie d'instruments meurtriers mis à la disposition des policiers pour casser l'ardeur des citoyens décidés d'aller jusqu'au bout de la lutte pour le recouvrement de ces sommes fabuleuses volés par des hauts fonctionnaires protégés par le président Jovenel Moïse.

Finalement, comment interpréter le silence des autres policiers ayant reçu leurs enveloppes chargées, qui peuvent être comparées aux «*trente pièces d'argent* » payées à Judas l'Iscariote pour qu'il trahît le Christ. Alors que le fonds PetroCaribe concerne tous les Haïtiens généralement quelconques, puisque c'est un vol perpétré contre tous les Haïtiens, particulièrement ceux qui ne reçoivent pas leurs justes rémunérations.

Rappelons que Jovenel Moïse à fait une double gaffe par rapport à la PNH. À côté de sa décision de mettre en disponibilité provisoire ces 19 policiers, il avait, samedi dernier (13 octobre), fait le tour des commissariats de police, sans inviter le directeur général de l'institution à l'accompagner, afin de distribuer des pots de vin aux membres de l'institution.

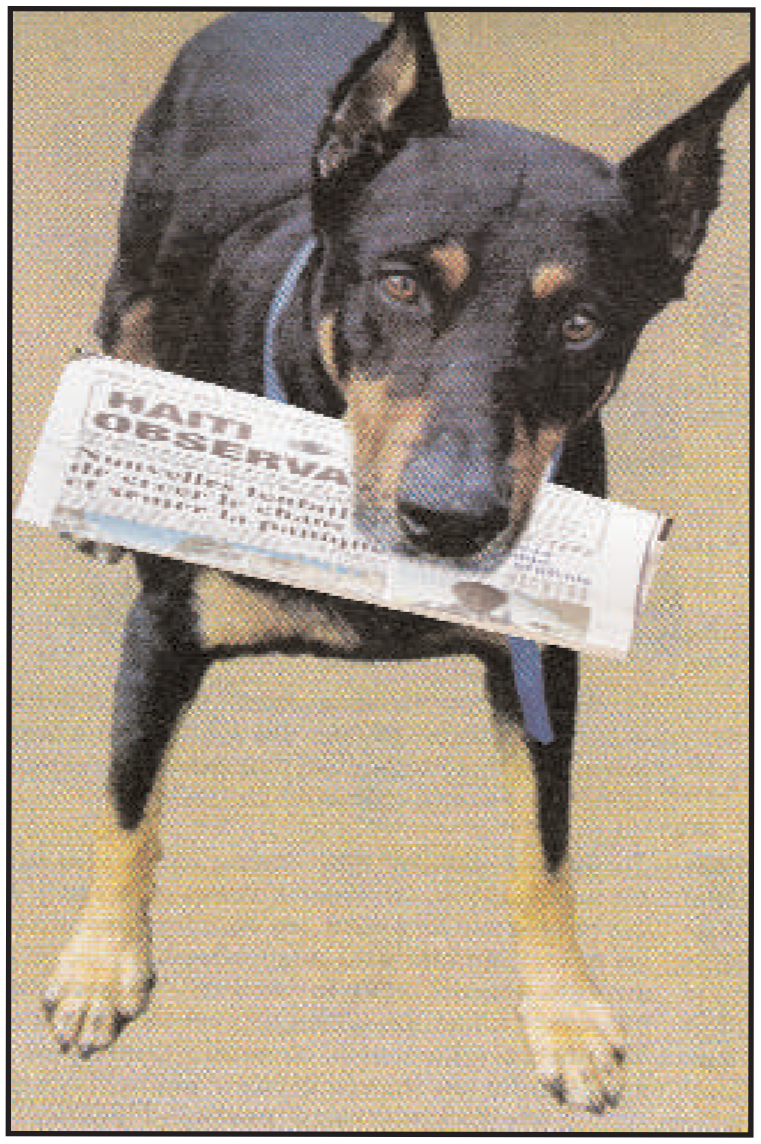
Mesures prises par la primature en prévision du 17 octobre

Par ailleurs, une controverse a éclaté autour de la mesure consistant à mettre en veilleuse l'autorisation du port d'armes.

En vertu de la disposition provisoire prise par les autorités, e l'autorisation de porter l'arme est valable dans le périmètre de la résidence de l'intéressé, jusqu'au matin du 18 octobre.

Mais un communiqué attribué à la primature établit le couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national, également jusqu'au matin du 18 octobre.

Le bureau du Premier a vite rectifié pour dire que telle disposition n'a jamais été prise, et qu'il s'agit d'une fausse information.



Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES

Le très contesté juge Brett Kavanaugh, ratifié le samedi 6 septembre, par le Sénat américain, l'habilitant à siéger à la Cour suprême, a prêté serment le même samedi, lors d'une séance privée. Par un vote de 50 pour et 48 contre, Kavanaugh, dont la candidature à la plus haute instance judiciaire du pays a provoqué un scandale national, a été assermenté par le chef de la Cour, le juge John Roberts, en présence de sa femme, de ses deux filles et d'autres proches, y compris l'ex-juge à la Cour démissionnaire Anthony Kennedy, qu'il remplace.

Le juge Kavanaugh a fait histoire, car la confirmation de l'autre candidat à la Cour suprême, également contesté, Stanley Matthews, remonte à 1881, 137 ans plus tôt. Passons. On s'attardera sur le vote de samedi, qui indique l'intensité de division politique en cours dans ce pays.

En effet, deux sénateurs républicains n'ont pas rejoint leurs collègues lors du vote de ratification. Il s'agit de Lisa Murkowski, de l'État d'Alaska, qui a seulement voté présente, et du sénateur de Montana, Steve Daines, absent, car se trouvant au mariage de sa fille. Toutefois, le sénateur démocrate de West Virginie, Joe Manchin, est venu à la rescousse des républicains, leur assurant le 50e vote.

De Topeka, dans l'état de Kansas, où il s'adressait à une foule de partisans, le président Donal Trump s'est félicité de ce qu'il qualifie de « *soirée historique* », tout en ajoutant : « *Je me présentes devant vous aujourd'hui à la suite d'une extraordinaire victoire au profit de notre nation, notre peuple et notre Constitution tant appréciée (. . .) Je me sens remonté* ». à la veille des élections législatives, le mois prochain, soit le 6 novembre.

Bien qu'en s'abstenant la sénatrice Murkowski, eut à dire que le « *juge Kavanaugh est une bonne personne, mais pas ce qu'il faut pour la Cour suprême* », le président Trump l'a prise à partie. Selon le quotidien *Washington Post* du dimanche (7 octobre), qui a eu une entrevue avec M. Trump, ce dernier a souligné qu'elle « *ne se remettra jamais de ce qu'elle a fait* », tout en ajoutant que les électeurs d'Alaska « *ne lui pardonneront jamais* ». Et Sarah Palin, ancienne gouverneure d'Alaska et candidate républicaine à la vice-présidence malheureuse aux élections de 2008, affirme déjà : « *Je peux voir 2022 de ma maison étant* », répétant ainsi sa boutade devenue célèbre lors de la campagne électorale de 2008 quand elle lança tout de go : « *Je peux voir la Russie de chez moi étant* ». Comme on le sait le passage de Bering, situé entre la Russie et Alaska, mesure quelque 88 kilomètres. Rien à voir avec une éventuelle vice-présidente ! Donc, Sarah Palin se porte déjà candidate en lieu et place de Mme Murkowski dont le mandat prend fin en 2022. Mais comme on dit, « *beaucoup d'eau aura coulé sous le pont* » d'ici quatre ans. À savoir si le président Trump sera réélu en 2020.

En tout cas, ce ne sont pas tous les sénateurs qui ont voté en faveur du juge Kavanaugh qui sont de tout repos. La sénatrice Susan Collins, de l'état de Maine, est visée par les féministes qui ne lui pardonnent pas son vote en faveur de Kavanaugh. Car, jusqu'à la dernière minute, elle laissait entendre qu'elle était indécise. Ainsi, croyait-on qu'elle

Le prince héritier de l'Arabie saoudite Mohamed bin Salman.

voterait non. Entre-temps, une collecte de fonds via l'internet à l'initiative de *Crowdpac,* débutée vendredi quand Mme Collins a annoncé son vote affirmatif en faveur de Kavanaugh, avait dépassé trois millions de dollars (3 000 000,00 $), samedi.

Cela signifie que le/la candidat(e) du Parti démocrate qui aura à affronter la sénatrice Collins, en novembre 2020, peut compter sur une caisse bien remplie pour faire campagne. Le lundi 8 octobre, Susan Rice, la conseillère en matière de Sécurité nationale sous la présidence de Barack Obama, a manifesté, via un *tweet,* son intérêt de briguer le poste. Mais elle dit attendre les résultats des élec-

Le journaliste Jamal Khashoggi, un cadavre encombrant pour le royaume saoudien.

tions dites « *mi-mandat présidentiel* », qui auront lieu le 6 novembre prochain. Rappelons qu'en 2015, Mme Collins avait recueilli 67 % du scrutin. Mais, récemment, sa côte de popularité sérieusement chuté. D'ici deux ans, quand elle aura à renouveler son mandat, il faut s'attendre à une campagne sénatoriale des plus serrées.

Entre-temps, on n'entend plus parler de la doctoresse Christine Blasey Ford, dont l'accusation d'attentat de viol à l'encontre de son collègue lycéen, remontant à 1982, avait retenu l'attention de toute la nation. Ni les autres femmes qui avaient dénoncé le comportement de Kavanaugh, le collégien à l'Université Yale, qui avait une réputation de gros buveur qu'on faisait passer pour agresseur sexuel. En tout cas, une investigation restreinte du FBI, ordonnée une semaine plus tôt par le président Trump, pour faire la lumière sur les accusations qui pesaient sur le juge Kavanaugh, a été « *bâclée* », au dire des démocrates.

La victoire de Kavanaugh et de ses associés représente un revers pour les défenseurs des droits des femmes, les féministes ainsi que pour les adeptes du «*#Me-Too Movement* » qui avaient manifesté *in extremis* jusqu'aux portes de la Cour suprême contre le juge Kavanaugh symbolisant pour eux le machisme américain dont sont trop souvent victimes les femmes. Est-ce un échec final pour le secteur féminin, ou faudra-t-on s'attendre à une nouvelle levée de boucliers contre les alliés du juge Kavanaugh et du président Trump? Sans doute, les élections du 6 novembre auront la vertu d'éclairer la lanterne à tous.

À Oslo, en Norvège, le Comité Nobel a décerné le Prix Nobel de la Paix conjointement à deux personnages pour « *les efforts déployés pour mettre fin à la violence sexuelle utilisée comme arme de guerre et de conflit armé* ». Il s'agit de Nadia Murad, une Iraquienne, qui avait été réduite à l'esclavage sexuel par les rebelles islamistes, dit ISIS, et qui a, depuis sa libération, consacré sa vie à la défense des droits humains, surtout ceux des femmes; et du gynécologue congolais Denis Mukwege, qui a soigné des milliers de femmes victimes de viol lors des guerres intestines. Outre l'honneur que représente le Prix Nobel, les récipiendaires auront aussi reçu plus d'un million de dollars US. Ce qui leur permettra de réaliser davantage dans leur domaine respectif. Cette nouvelle vient réconforter ceux qui mènent campagne pour le respect de la gent féminine à travers le monde.

Nikki Haley, l'ambassadrice des E.U. aux Nations Unies, a remis sa démission mardi (9 octobre) au président Trump. Mme Haley, qui a occupé la fonction depuis le début de l'administration Trump, n'a pas donné de raison pour ce départ inattendue. On notera, cependant, qu'elle a choisi d'annoncer sa démission après la controverse entourant l'accession du juge Brett Kavanaugh à la Cour suprême et moins d'un mois avant les élections dites *mi-mandat présidentiel* » qui s'annoncent peu favorables aux républicains. Ancienne gouverneure de la Caroline du Sud, Mme Haley dit qu'après quatorze ans de service public, elle compte s'engager dans le secteur privé, où le salaire est plus alléchant. Le président Trump compte nommer un remplaçant dans les prochaines trois semaines. Histoire à suivre.

Le Directoire pour la protection civile a révisé à la hausse les dégâts causés par le tremblement de terre qui a fortement secoué le Nord'Ouest et touché le Nord et l'Artibonite samedi soir, 6 octobre.
Au lundi, 8 octobre, 17 morts ont été répertoriés, dont huit (8) à Port-de-Paix. Il y a 333 blessés, 168 maisons détruites et 2 280 endommagées. Par ailleurs, 7 700 familles requièrent des soins d'urgence. Le Premier ministre s'est réuni avec les dirigeants des Organisations non gouvernementales (ONG) afin de coordonner l'aide aux sinistrés. Selon, Jacqueline Charles, du *Miami Herald* (lundi 8 septembre), qui a pu rejoindre le sénateur Evalière Beauplan, repréesentant le Nord'Ouest, ce dernier a critiqué l'action gouvernementale en ces termes : « *Ce qu'il faut, c'est surtout traiter les gens qui sont blessés. Il faut des médecins, des infirmières et des tentes. Jusqu'à maintenant, on ne voit pas arriver des tentes pour les gens* ».

À noter que l'organisation *Food For The Poor,* basée en Floride, a dépêché des vols remplis de tout ce qu'il faut en pareille circonstance : réchauds à kérosène, lampes de poche, nourriture en conserve, couvertures de laine ainsi que des tentes. Depuis dimanche, Cuba avait envoyé deux équipes mobiles de médecins et d'infirmières. L'ambassade des E.U., à Port-au-Prince, a présenté les sympathies de son gouvernement aux sinistrés ainsi qu'au gouvernement. Mais, selon une information diffusée sur Whats-

Le roi Salman d'Arabie saoudite toujours en contrôle.

App, le gouvernement canadien a annoncé une aide d'urgence de 500 mille dollars : la ville de Montréal a souscrit pour 60 mille et le gouvernement canadien s'est porté garant pour trois (3) millions de dollars.

Concernant le juge Brett Kavanaugh, qui siège déjà, à la Cour suprême, il n'est pas de tout repos. Le juge en chef à la Cour a demandé au tribunal fédéral du Dixième District (Denver, Colorado) de se pencher sur des plaintes d'ordre éthique contre lui.

En effet, le 10 octobre courant, le juge John Roberts, qui préside, depuis 2005, la plus haute instance judiciaire des États-Unis, a remis à cette juridiction le dossier des plaintes portées contre Me Kavanaugh n'ayant rien à voir avec les démêlés d'ordre sexuel qui avaient hantés sa candidature. Selon des rapports de presse, ces plaintes concernent son comportement lors de sa comparution, le 27 septembre, par devant le comité judiciaire du Sénat.

Ces plaintes avaient été portées par-devant la Cour d'appel, à Washington, avant que Me Kavanaugh ait assumé son poste à la Cour suprême. Deux des juges de cette institution, où siégeait le juge Kavanaugh, auparavant, se sont déportés du cas. Toutefois, l'un d'entre eux, une juge qui a déclaré « *frivoles* » certaines plaintes, maintient aussi que d'autres méritent une sérieuse investigation. Ainsi, l'acheminement du cas au juge qui, du point de vue hiérarchique, est le supérieur de Me Kavanaugh. Pour épargner tout conflit d'intérêt, le juge Roberts s'est tourné vers un tribunal totalement indépendant de celui où siégeait le juge incriminé, afin que soit rendu un verdict libre de tout soupçon.

Selon le journaliste Steve Denning, de la révue *Forbes*, les plaintes ont des bases légales. Il a noté que plus de 2 400 professeurs de loi un peu partout dans le pays ont conclu que Kavanaugh « *a manifesté le manque de tempérament requis d'un juge* ». Et l'ex-juge à la Cour suprême, John Paul Stevens, de dire que Kavanaugh a fait montre de partisannerie, « *n'ayant pas les qualités d'un juge à la Cour suprême* ».

En effet, lors de l'audience télévisée du 27 septembre, à l'initiative du Comité Justice du Sénat, le juge Brett Kavanaugh s'était montré très arrogant, contrecarrant une sénatrice démocrate qui lui posait des questions pertinentes. De plus, sans présenter des preuves, il accusait les démocrates, « *ces supporteurs d'Hillary qui ne se sont pas remis de leur défaite face au président Trump* », pour cette chasse aux sorcières dont il est victime.

L'assassinat présumé d'un journaliste saoudien dans l'enceinte du Consulat de l'Arabie saoudite à Istanbul, la capitale de la Turquie, a des répercussions inattendues aux USA et ailleurs.
Jamal Khashoggi, 59 ans, un journaliste saoudien de renom et correspondent du *Washington Post*, a disparu le 2 octobre courant sans laisser de traces – jusqu'au moment de mettre sous presse mardi soir. Il a été vu la dernière fois, au moment où il entrait au consulat de l'Arabie saoudite à Istanbul où, selon sa fiancée, qui l'attendait au dehors, il devait obtenir des documents (de divorce, sans doute) l'habilitant à l'épouser.

Un journaliste critique du régime saoudien, il était sans doute sur la liste des ennemis du régime à abattre. Tout indique que c'est ce qui est arrivé à l'intérieur même du consulat. Des sources officielles turques affirment être en possession d'enregistrements prouvant l'interrogation de Khashoggi, suivie de son meurtre. Mais le gouvernement saoudien a tout nié. Le président Trump, qui considère le gouvernement saoudien comme un proche allié, surtout dans le conflit iranien, est pris entre l'enclume et le marteau dans cette affaire. Sous pression de certains législateurs, y compris des républicains, il devait dire que si c'est vrai ce que l'on affirme au sujet de la disparition du journaliste, « *des punitions sévères* » seront imposées aux Saoudiens. Et le régime du roi Salman de de riposter en déclarant que ce sera du tac au tac, tout en affirmant que les États-Unisont beaucoup plus à perdre en ouvrant les hostilités.

Puis, lundi (15 octobre), le président Trump a changé d'avis, disant que les autorités saoudiennes ont fermement nié toute responsabilité dans le meurtre du journaliste. D'ailleurs, il a parlé au roi lui-même en ce sens. Puis, il a avancé la thèse de « *voyous* ». En effet, dit-il, « *il se pourrait que ce soit des voyous qui n'auraient rien à voir avec le gouvernement saoudien* ». Alors ça, des « *voyous* » venus par avion de l'Arabie saoudite, accueillis au Consulat saoudien, à Istanbul, et qui ont regagné leur pays après avoir fait du tourisme à Istanbul !

Entre-temps, ce même lundi,

Suite en page 3

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 4

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le massacre des « braceros » en 1937

Par Charles Dupuy

Le samedi 2 octobre 1937, le président Raphael Léonidas Trujillo, en tournée officielle dans la ville frontalière de Dajabon, déclarait, dans une harangue enflammée prononcée devant la foule venue l'accueillir : « *Aux Dominicains qui se plaignent des déprédations de la part des Haïtiens, qui vivent parmi eux, je réponds : nous réglerons cette affaire ! D'ailleurs, nous avons déjà commencé ! Environ trois cents Haïtiens ont été tués à Banica. Et nous devons continuer à résoudre ce problème*».

Trujillo annonçait donc ses intentions, approuvait publiquement la *corte*, ordonnait le massacre des Haïtiens. Dans la nuit même du 2 octobre 1937, commença dans la région de Dajabon un massacre de ressortissants haïtiens qui dura jusqu'au matin du surlendemain. Pour tuer leurs victimes, les soldats dominicains reçurent l'ordre formel de Trujillo de ne les assassiner qu'à l'arme blanche. Les meurtriers utiliseront donc des haches, des poignards, des baïonnettes mais surtout des machettes, afin de tromper les éventuels enquêteurs étrangers, en faisant croire qu'il s'agissait d'une tuerie spontanément organisée par des paysans dominicains en révolte contre les bandits, les voleurs de bœufs haïtiens.

Personne ne fut épargné. Avec une méchanceté démoniaque, les soldats égorgèrent indistinctement les hommes, les femmes et les enfants haïtiens qu'ils rencontraient sur leur chemin. Ces assassinats massifs s'étendirent dans toute la région nord de la frontière. On tua les Haïtiens à Santa Cerro, à Banica, à Dajabon, à Guagual, à Monte-Cristi, à La Vega, à Sabaneta, et ainsi simultanément dans une soixantaine de localités dominicaines. Bien que l'évaluation du nombre exact des victimes de ce carnage soit bien difficile à établir, les observateurs s'accordent habituellement autour du chiffre de vingt mille morts, bilan humain qui leur semble assez juste et nullement exagéré.

Dès le lendemain, les rescapés affluaient dans une épouvante affolée du côté haïtien de la frontière. Une fois mis au courant de l'hécatombe, l'évêque du Cap, Mgr Jean-Marie Jan, se faisait conduire à toute allure sur la frontière, afin de donner, de la rive haïtienne de la rivière du Massacre, la bénédiction aux morts et

Élie Lescot

l'extrême-onction aux agonisants. Quelques jours plus tard, arrivait à Port-au-Prince le rapport du consul haïtien à Dajabon, Arnold Fabre, qui accabla de consternation l'administration haïtienne. Vincent chargea le ministre Charles Féquière de faire enquête sur la situation. Peu après, Vincent se rendait, abasourdi, sur la frontière par où arrivaient encore des hordes de fuyards terrifiés cherchant asile en territoire haïtien.

Chaque réfugié avait d'épouvantables scènes de boucherie et d'horreur à raconter que reprenaient les journaux haïtiens et les grandes agences de presse internationale. Ils révélaient comment les milliers de cadavres des victimes pourrissaient dans des charniers infects et comment, pour se débarrasser des corps, les soldats dominicains les faisaient brûler ou les empilaient dans des embarcations de pêche avant d'aller les jeter au large. Ils disaient aussi que pour distinguer les Haïtiens des Dominicains, les massacreurs les mettaient en demeure de répéter sans accent le mot *cotorrito*, ou encore leur montraient une branche de persil, *perejil*, vocable espagnol contenant la lettre J, *lajota*, une constrictive vélaire particulièrement difficile à prononcer pour les non hispanophones. Beaucoup de ces rescapés n'avaient eu la vie sauve que grâce à l'entraide et au courage de simples citoyens qui, disaient-ils, affrontant tous les risques, les avaient fraternellement protégés, cachés et aidés à fuir. On apprendra par la suite comment la direction des grandes compagnies sucrières dominicaines avaient refusé de livrer les braceros haïtiens aux éléments provocateurs, lesquels, armés de piques et de machettes, les réclamaient à l'entrée de leurs usines.

Le massacre des Haïtiens mit le pays en état de choc. Outrée, l'opinion répondit avec la plus extrême indignation à l'annonce de ces exterminations, donnant libre cours à sa colère et à son chagrin. Pendant que les ligues charitables organisaient des quêtes dans les églises et faisaient circuler des listes de souscription en faveur des survivants, la jeunesse réclamait une riposte virile afin de sauver l'honneur national qui venait d'être bafoué par le dictateur dominicain. Après avoir décrété la grève patriotique, les étudiants vont manifester devant le Palais national où un président Vincent très ouvert au dialogue vient les haranguer avec conviction et spontanéité. Vincent leur avoue qu'à leur âge et à leur place, il aurait réagi exactement comme eux, c'est-à-dire avec cette fougue et cette pugnacité si caractéristiques de la jeunesse toujours prête à se sacrifier pour défendre la patrie menacée. Mais maintenant qu'il portait ses lourdes responsabilités d'homme d'Etat, il lui fallait manœuvrer de façon réfléchie, réaliste et pragmatique. Haïti, leur dit-il, n'avait pas les moyens humains, matériels et financiers ni son armée les capacités opérationnelles pour soutenir une guerre contre les Dominicains. Les trois mille soldats haïtiens, leur confia-t-il, ne disposaient que de deux heures de munitions et en pareille occurrence, ce serait de la pure folie que de les envoyer affronter au combat l'une des plus fortes armées du continent américain.

Le 15 octobre, le ministre Plénipotentiaire d'Haïti à Ciudad-Trujillo, Evremont Carrié, et le ministre d'État dominicain des Relations extérieures, Joachim Balaguer, signaient un accord que toute la presse dominicaine publia triomphalement et qui représentait un succès diplomatique indéniable pour Trujillo.

Un mois après l'accord du 15 octobre cependant, le *New York Tribune* publiait une série de reportages sur la tragédie sanglante vécue par les paysans haïtiens sur la frontière dominicaine. La grande presse sortit alors de son indifférence et reprit cette nouvelle à sensation qui provoqua bientôt un concert de réprobation horrifiée dans l'opinion publique américaine. Le président du comité des Affaires étrangères du Sénat américain, le sénateur Hamilton Fish, condamna ces horreurs et exigea du Département d'Etat la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement dominicain. Sur ces entrefaites, Vincent expédiait une lettre à Trujillo pour se plaindre des lenteurs de cette investigation unilatérale qui n'aboutissait à rien, et à laquelle il désirait maintenant associer des délégués de Cuba et du Mexique. Le dictateur

Rafael Léonidas Trujillo.

dominicain repoussa avec dédain l'offre de ces nations amies et réitéra la promesse faite à son «*grand ami* » Vincent de conduire l'enquête avec un haut esprit de moralité et de justice. Au moyen d'artifices juridiques plutôt malhonnêtes, Trujillo persistera ainsi à tergiverser de la façon la plus exaspérante avant que Vincent, impatienté par ces interminables avocasseries diplomatiques, se résigne à mettre en mouvement les procédures de plainte auprès des instances interaméricaines afin de régler le différend. Les représentants des deux pays discutaient d'un règlement à Washington, lorsque, grâce aux bons offices du nonce apostolique délégué à Port-au-Prince et à Santo-Domingo, Mgr Maurilio Silvani, les deux capitales annoncèrent qu'elles étaient parvenues à un arrangement à l'amiable.

Selon cet accord, qui sera signé à Port-au-Prince, le 26 février 1938, Trujillo s'engageait à verser sept cent cinquante (750) mille dollars au gouvernement haïtien, lequel promettait d'employer la somme au mieux des intérêts des victimes. La première tranche de deux cent cinquante (250) mille dollars servit, en effet, à construire des colonies agricoles à Osmond, à Grand-Bassin, à Saltadère, à Biliguy et au Morne-des-Commissaires, où furent relogées quelques-unes des familles rescapées. Trujillo devait payer le solde de cinq cent (500) mille dollars par tranches de cent mille, payable à la fin du mois de janvier de chaque année. En février 1939 cependant, Trujillo obtenait de la part des officiels haïtiens un rabais de deux cent vingt-cinq (225) mille dollars après qu'il leur eut avancé par anticipation un peu plus de la moitié du solde, soit la somme de deux cent soixante-quinze (275) mille dollars.

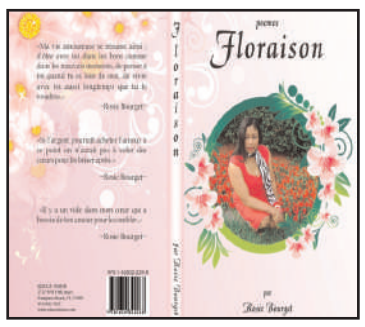
La question des dédommagements scandalisa l'opinion haïtienne qui réclama des explications. Le gouvernement s'empressa d'évoquer la grave crise financière qu'il traversait pour se justifier dans l'affaire, mais les citoyens indignés demeurèrent convaincus que les fonctionnaires haïtiens avaient été stipendiés par Trujillo.

Quelque temps plus tard, en effet, la rumeur voulut que le consul dominicain au Cap-Haïtien, Anselmo Paulino Alvarez, avait effectué une visite secrète à Port-au-Prince avec une valise contenant la somme de vingt-cinq mille dollars en petites coupures de dix et de vingt, un butin qui lui aurait servi à acheter les officiels haïtiens véreux. Les accusations de vice vont alors pleuvoir sur Vincent et son entourage. La sœur du président, Résia Vincent, fut accusée de s'adonner au trafic de la vente illégale de main-d'œuvre haïtienne aux grandes usines sucrières dominicaines. Vincent ne devait jamais se remettre du discrédit public que lui coûta le massacre de 1937, et encore moins de son règlement final qui l'éclaboussa d'une flétrissure infamante.

La réaction craintive de Vincent, son attitude pusillanime dans la conduite de cette affaire lui vaudra une déconsidération politique dont il ne se remettra jamais. Quand, à la nouvelle du massacre, le major Arthur V. Calixte, alors en garnison au Cap-Haïtien, prit spontanément l'initiative de se porter sur la frontière à la tête de ses troupes, Vincent le destitua avant même qu'il ne soit parvenu à Ouanaminthe. Bertoumieux Danache, qui fut le chef du cabinet particulier de Dartiguenave, résume d'ailleurs assez bien l'état d'esprit de l'opinion à l'époque : «*Je ne reprocherai pas à M. Vincent, écrit-il, ni l'assassinat de Jolibois, ni l'assassinat de Callard [...] mais comment lui pardonner sa triste conduite après les vêpres dominicaines où des milliers de pauvres Haïtiens — quinze mille, d'après les évaluations les plus justes — furent massacrés ? Il ne pouvait, certes, pas bondir sur son chassepot et aller tirer vengeance de ce sang innocent : il n'était pas prêt pour la bataille, bien que notre petite armée ne demandât qu'à marcher, bien qu'une jeunesse frémissante n'attendît qu'un signal de lui pour voler à la frontière. Un acte pourtant s'imposait, un geste était attendu de lui, qui aurait pu, tout au moins, sauver l'honneur : rappeler tambour battant notre ministre à Santo-Domingo, remettre cavalièrement son passeport au ministre dominicain à Port-au-Prince, puis voir venir. Le crime dont furent victimes nos infortunés compatriotes avait soulevé un tel sentiment d'horreur et de réprobation dans les trois Amériques que justice nous eût été rendue. Pas un mot ne tomba de la bouche de M. Vincent. Lui, si fécond en discours, se tapit silencieusement dans son Palais, avalant l'insulte, tremblant dans son pantalon qu'une effervescence populaire ne le culbutât de son fauteuil présidentiel…*»

Pour conclure ce triste chapitre, rappelons seulement qu'à l'époque, un quotidien japonais publia un article pour dire que le massacre des Haïtiens de 1937 avait soulevé l'indignation de tous les peuples du monde, sauf… celle du peuple haïtien. C.D. *coindelhistoire@gmail.com*

Pour vos idées, suggestions et commentaires : **(450) 444-7185 /(514) 862-7185.** •



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reliure soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

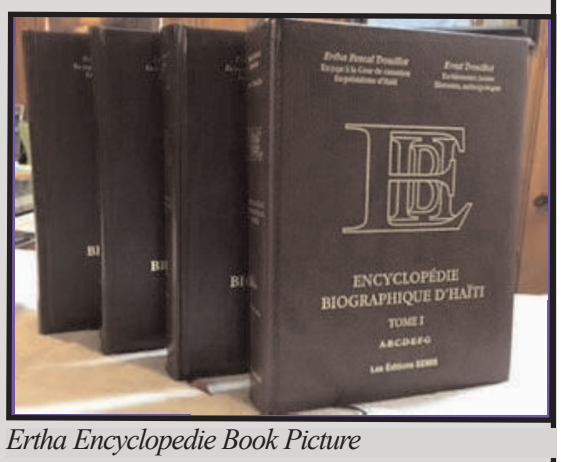
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Nan jounal ki te parèt nan dat 15-22 out 2018 la, tit atik GRENN PWONMENNEN an se te «*Batay kont kòripsyon pa konn fwontyè* **».** Nan kòmansman atik la, nou te di « *Sanble ke batay kont kòripsyon ap kontinye avanse nan lòt peyi, tandiske ann Ayiti otorite yo pa fin konnen sou ki pye pou yo danse. Kanmenm, bagay yo sanble vle pran youn lòt direksyon. Li pa janm twò ta pou chen fou* ».

Direktè jeneral Lapolis la, Mikèl-Anj Jedeon.

Nou te esplike kijan mouvman kont kòripsyon an te blayi nan plizyè peyi, men nou te kanpe sitou sou Ajantin, kote ansyen vis-prezidan an, Amado Boudou, te pral pran youn tou prizon pou gagòt li te fè ak lajan peyi a lè l te opouvwa. Nou te menm pale de kijan bra prezidan Kristina Fènandèz Kèchnè (Cristina Fernandez de Kirchner) te pran nan moulen tou. Se madanm sa a ki te prezidan lè msye te vis-prezidan an. Avan sa, li te okipe plas minis Finans nan gouvènman an. Ann efè, jan nou te di l la, msye Boudou nan prizon pou 5 an, 10 mwa, paske li te koopere ak Lajistis. Li pa ka janm okipe okenn plas Leta ankò. Antretan, Lajistis jwenn ke Madan Fènandèz te byen fon nan sistèm kòripsyon an. Li te resevwa plizyè milyon dola nan sak ke youn chofè te konn renmèt lakay li. Men kòm kounnye a li se senatè an fonksyon, yo panko ka met men sou li. Pi devan pi tris.

Nan menm atik 15 out la, nou te bay anpil detay sou sa k te pase an Repiblik dominikèn kote youn milyon mounn te pran lari jou dimanch ki te 12 out la. Yo te fè sa yo te rele « *Marcha Verde* » *(« Mach Vèt),* kote pi fò mounn te abiye ak rad vèt e te gen branch bwa nan men yo ap rele « *Bare vòlè, mare vòlè* » nan lang pa yo. Nou te esplike kijan se depi lane 2017 ke « *Marcha Verde* » a te kòmanse ak plizyè santèn de mounn. Sa te vin pase a milye de mounn, anvan yo te vin rive sou milyon an. Yo t ap mande pou met ofisyèl gouvènman anba kòd pou 92 milyon dola yo te pran anba tab nan men konpayi Brezil ki rele *Odebrecht* la. Mouvman an bay bon jan rezilta, paske gen plizyè ansyen otorite an Repiblik dominikèn ki deja nan prizon.

Epi nan fen atik la, nou te di ke « *Ann Ayiti, y ap pale andaki*». Nou te di ke menm prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) te pale de PetwoKaribe nan diskou li te fè pou prezante nouvo Premye minis li a, Jan-Anri Seyan (Jean-Henry Céant). Se kòm si l te lage tout chay la sou do Premye minis la ki fèt pou okipe l de sa tou swit. Antouka, kounnye a prezidan an pral jwenn ak zo grann ni. Epi, san z atann, se kapab Premye minis la ki pral vrèman regle kesyon an. Politik se bagay ki dwòl.

Nan menm atik 15 out la,, nou te bat bravo pou youn santèn de mounn ki te fè youn mach kont kòripsyon nan Pòtoprens nan dat 7 out la. Nou te pwofite konplimante ansyen Premye minis Jak Edwa Aleksi (Jacques Edouard Alexis) ki te pran lari ansanm ak foul la. Nou te di se youn gwo siyal lè youn ansyen Premye minis antre nan won kont kòripsyon. E nou te mande pou lòt Premye minis, minis, direktè jeneral ak plizyè lòt anplwaye Leta ki pa t naje nan kòripsyon antre nan mouvman an tou la pwochèn fwa. Enben, 17 oktòb la se pwochèn fwa a.

Men pi gwo bagay nou te di nan atik 15 out la : « *Se pou tout sektè nan sosyete a met tèt ansanm : ofisyèl relijye tout relijyon san distenksyon, òganizasyon etidyan, tout sendika, òganizasyon pwofesè ki pa touche, òganizasyon medikal pou jèn entèn yo ki pa touche, òganizasyon peyizan ki pa jwenn kòb PetwoKarib ki te deziyen pou yo ! Wi, se pou tout mounn prepare youn gwo Mach pou n fè Lajistis ak otorie lakay pran men yo nan kesyon kòripsyon an* ».

Nou te di nou pa ka rele mouvman nou an « *Mach Vèt* », men nou ka rele l « *Konbit Nèg lakay*». Nou te di : « *Se pou n fè imajinasyon nou travay pou mouvman an pase de santèn a milye, rive menm milyon* ». Nou te di menm jan sa fèt an Repiblik dominikèn « *nou ka fè vòlè tranble ann Ayiti tou. Epi de tranbleman a prizon se 2 pa* ».

Men anvan m rantre nan manman koze a, **17 oktòb 2018 la,** jodi a menm, m ap repete sa nou te ekri lè nou te pibliye atik 15 out la : « *Fò m di nou nan tout gwo pwotestasyon sa yo*— sètadi milyon mounn ki te nan lari an Repiblik dokinikèn nan — *pa youn sèl kout wòch pa voye. Pa gen okenn vit machin osnon magazen ki kraze. Okenn biznis pa piye. Epi se youn mouvman vèt ki pa gen kesyon boule kawotchou. Poutan, se lemonn antye, ki kanpe ak sitwayen dominiken, k ap bat bravo pou yo, paske yo deside met youn fren nan kesyon kòripsyon an* ».

Epi se konsa Ayisyen soti pou bay lemonn antye youn demonstrasyon nou p ap janm bliye. Olye ke se nan youn sèl vil, dizon nan Pòtoprens, yo deside manifeste toupatou. Bliye afè youn milyon an Repiblik dominikèn nan. Se pral youn kokenn manifestasyon kont kòripsyon ki pral blayi nan tout peyi a. Kòm pawòl la di, « *Se lavèy fèt pou w konnen kijan fèt pral pase !* » Enben, sa m wè ak sa m tande fè m konprann ke Ayiti pral bay youn egzanp k ap fè anpil mounn kontan. Men tou, sa pral lakòz anpil malandren, vòlè kòriptè ofisyèl kouri al byen lwen. Men fò n pousuiv yo jouk nan dènye bout latè kote yo konprann yo pral kache ak tout milya dola yo fin vòlè yo. Fwa sa a nou pa ka kite sa k te pase ak Jan-Klod Divalye ak Michèl Bennet vin rive. Se avèk 900 milyon dola yo te pati.

Antouka, m ap ban nou sa m wè ak sa m tande. Depi nan jedi 11 oktòb, Nasyon Zini te met deyò sa yo rele « *Security Advisory for October 17th 2018* » (Avètisman pou sekirite pou dat 17 oktòb la). Kominike a di « *pou dat 17 la, ki se youn fèt nasyonal, ka gen kabouya nan lari a. Donk, se pou tout anplwaye Nasyon Zini pran anpil prekosyon. Depi nan wikenn anvan 17 oktòb la, fòk tout chòping fin fèt, achte manje, dlo, medikaman pou mounn ki bezwen, epi gaz pou jeneratè. Pa fè okenn plan pou n vwayaje jou 17 la, ni le 18. Anfen, se pou n fè tou sa nou kapab pou sekirite nou. Epi rete pre radyo nou, telefòn nou. Si nou wè youn bagay nou ta dwe rapòte, fè sa tou swit*».

Nan vandredi 12 oktòb, se anbasad Amerikèn nan Pòtoprens ki te met deyò sa yo rele « *Security Alert* ». (Atansyon pou sekirite nou !). Anbasad la te di selon enfòmasyon li resevwa, «*pral gen gwo manifestasyon nan mèkredi 17 oktòb la nan Pòtoprens, e posibleman nan plizyè lòt kote. Se pou tout anplwaye pran anpil prekosyon. Depi 7 è nan aswè madi, 16 oktòb, se pou tout anplwaye chache youn kote mete kò nou, pa sot nan lari. Kòm jou 17 oktòb la se youn fèt nasyonal, anbasad la p ap louvri pou biznis jan sa dwa, men n ap louvri tout tan anka dijans* ».

Anbasad la bay konsèy kisa pou anplwaye yo fè. « *Se pa pou nou vwayaje nan jou sa yo, pa pase kote ki gen manifestasyon, ni pa eseye fonse sou manifestan ak vwati nou. Si nou wè blokis youn kote, kase tèt tounen. Al chache youn kote pou n pa nan traka. Se pou n fè fanmi nou konnen kote n prale, si n ap soti. Epi pa konprann n ap vin chache pwoteksyon nan anbasad la* ». Kivedi, pran prekosyon, se chak koukouy klere pou je l.

Nan wikenn nan se Patricia Parachini, chèf seksyon Konsila nan anbasad Lafrans ki voye youn mesaj pou di ke akòz «*Mouvman pwotestasyon 'PetwoKaribe a' ki anonse pou mèkredi 17 oktòb la, n ap konseye nou pou n limite tout deplasman nou depi nan dimanch (14 oktòb)* ». Li bay menm konsèy Nasyon Zini ak anbasad amerikèn te bay yo. « *Achte manje, dlo, tout bagay n ap bezwem epi rete an kominikasyon* ». Li bay nimero anka de bezwen : 509-3190-4111.

Men se pa sèlman etranje ki santi bagay yo deja gate. Nan vandredi a (12 oktòb), nou te resevwa youn mesaj ki soti nan men youn mounn ki rele tèt li Joèl Leon. Li di sa l ap bay la soti nan « *source sûre* ». Men mesaj la : « *Mateli pè anpil pou lavi l. Toupatou l'pase se 'bare vòlè l ap tande. Mounn lakay li pa vle l soti deyò. Tout reyinyon politik se lakay li ke l fè yo. Msye prizonnye nan pwòp kay li. Bri toupatou sè ke l ap kite peyi a anvan 17 oktòb, paske apati 15, tout zam legal* ». Sa vle di nenpòt mounn ka blayi l atè. Pawòl franse a di : « *La peur a changé de camp* ».

Ansyen direktè jeneral Lapolis la, Maryo Andresol, ki pat manke mete prezidan an nan plas li.

Okontrè, msye tèlman pè sitiyasyon an ke mounn li yo ap bat pou lage tout akizasyon pou jan yo dechèpiye kès Leta a sou do Loran Lamòt (Laurent Lamothe). Yo vle wete tout chay sou do Mateli. Men pèsonn pa vrèman kwè y ap reyisi nan koze sa a. Antouka, nòt la di : « *Lapolis, bò pa l, di byen fò ke yo pa soti pou masakre pèp la le 17 oktòb* ».

Menm prezidan Jovnèl Moyiz pa santi l alèz pou jan sitiyasyon an ap dewoule. Li ta menm pale ak kèk diplomat pou mande si yo ka ba l pwoteksyon, l ap demisyonnen, men fò l rete nan peyi a. Diplomat yo pa ba l okenn garanti, paske yo di yo pran leson nan sa k te pase nan evénman 6-8 Jiyè yo. « *Kidonk 17 oktòb la pral youn jou ki pral fè listwa* ».

M konnen gen mounn ki ka di tou sa se « *Fake News »,* fo nouvèl, pawòl mounn ap fè pou lage latwoublay. Se poutèt sa m ap bay mèt kesyon an pale ak pwòp bouch li. Se pa mwen ki di, se li menm ki fè deklarsyon l nan youn mesaj nou resevwa sou WhatsApp.

Men Michèl Mateli, ak figi l ki montre li anba gwo presyon. Koute sa l d i: « *Lè dezyèm sikonskripsyon ap fete, Michèl Mateli toujou la. Depite Locha, mounn nan dezyèm sikonskripsyon, ane sa a nou p ap wè m fizikman, men kè m ap avèk nou, lespri m ap avèk nou. M swete nou tout bòn fèt, e m swete pou depite a kontinye fè tou sa k nan posib li pou byennèt mounn ki abite nan dezyèm nan. M salye tout fami w, depite, e tout mounn ki rete nan dezyèm nan. El bichere ! Bòn fèt !* » Dezyèm sikonskripsyon an se nan zòn Matisan. Kòm Mateli se Italyen, li bay youn salitasyon nan lang li tou : *El bichere !* Sa n di nan sa ? Atò msye pa di pou ki rezon l oblije rate youn fèt li pa janm rate depi dikdantan. Al mande 7 oktòb !

Antretan, nan samdi a, prezidan Moyiz debake nan plizyè komisarya ak baz Lapolis nan zòn Pòtorprens la san l pa mande direktè general la, Michel-Anj Jedeyon (Michel-Ange Gédéon), akonpaye l, jan sa dwa. Kivedi alavèy 17 oktòb, li pran direksyon Lapolis nan kapital la. Li pase polisye yo lòd kijan pou yo aji. Kòm yo di nan langaj polisye, li ba yo direktiv. Li distribye anpil lajan bay polisye yo tou, youn fason pou l di mwen byen peye nou davans. Se pou n maspinen pèp la ban mwen, ba yo sa yo merite !

Men lè sitiyasyon an mongonmen konsa, toujou gen youn pitit pèp la ki la pou denonse tout move zaksyon. Se konsa, dimanch la (14 oktòb), youn mounn ki di li se youn polisye mete youn mesaj sou rezo sosyo yo. Nou tande pwòp vwa l, kote l di ke prezidan an te reyini avèk yo. Li te bay chak polisye youn anvlòp. Lè l louvri pa l la, li jwenn 30 mil pyas (anviwon 4 san sèz dola). Se lajan prezidan an bay yo pou yo gate manifestasyon 17 oktòb la. Natirèlman, li pran kòb la, menm lè l di li panko depanse pa youn goud. Se pa youn bon lanjan ! Men pawòl la byen di : « *Enbesil ki bay, sòt ki pa pran !* » Konbyen milye solda ki touche kòb sa a ? Se pou yo itilize lajan an pou pran swen fanmi yo. Atò nou wè pou ki rezon prezidan an pa t mande direktè jeneral la akonpaye l.

Antouka men sa polisye a di ak pwòp bouch li e k ap sikile sou rezo sosyo yo : « *Prezidan an bliye ke nou menm polisye, nou soti nan zantray pèp la. Pèp la rete nan geto yo, menm jan ak nou. Nou pa pral tire sou pèp la* ». Asireman, polisye sa a pale pou anpil lòt. Kivedi tout lajan prezidan Moyiz distribye a p ap sèvi l grann choz. Nan youn sitiyasyon konsa, fòk prezidan an siveye kò l menm avèk gad di kò ki bò kote l yo. Paske, « *Atansyon pa kapon ! »* Epi pandan nou pral di orevwa, se konsa nou wè deklarasyon answyen chèf Polis la, Maryo Andresòl. Msye denonse prezidan Moyiz pou la fason li te pase nan komisarya ak baz Polis yo epi pou lajan li distribye a. Sa se pa wòl youn prezidan. Enben, sa w plante se sa w ap rekòlte. Jodi a menm !

Grenn Pwonmennen
17 oktòb 2018

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 7

SUR LA ROUTE DU CINÉMA

Prédicat : Homélie et *lendemain 18 octobre 2018* en Haïti

Par Dan Albertini

Je m'insurge contre toute autre forme d'auditoire en ce lendemain du 18 octobre 2018 que celui du cinéma. Jamais le terroir n'a été aussi fertile pour une scène haïtienne, tandis que personne ne surprend le moment présent tant l'histoire veut forcer, soit le retour de l'ère des prophètes et des faux prophètes annoncée par un livre plus qu'adulé que le Dieu contenu qu'il y projette, soit par l'empereur assassiné au Pont-Rouge que tout le monde se réclame dans le sang et du sang. Les principautés doivent en vouloir à une république en dilettante, je ne parle du prince *tiécoura* Dessalines dans ses rêves d'exclusions. Hélas, il s'associe ici, là à la France pour en vouloir au Toussaint d'un prédicat de premier des Noirs. Entre-temps, plus qu'une meringue populaire vaporisant, le 17 octobre écrase le lendemain 18 octobre comme si l'apocalypse est l'épilogue du récit de cette république où le prophète aux punaises guérissant, Makenson D, en l'occurrence, draine plus de finances que le trésor public, en influence, je précise. Judas où est ta trahison, mort où est ton aiguillon; non je veux dire république où est ton roi, *caméra OFF*.

***S**i la faillite d'un jour se rapporte à l'autre jour, d'après le prophète Clarens, oui puisqu'il le dit, la république est entravée jusqu'à la fin dans ce film. En effet, Avril doit se réjouir plus qu'Aristide, car le généralissime en épilogue existe mieux aujourd'hui que l'homélie du prêtre diocésain, dans son propre camp. Pourquoi, dans ce film,, où l'armée est apolitique, Ecclésias était d'un autre monde. Prophétie, je précise. Aristide, dans tous les scénarios, est le riche mari violent aigri, etc., sauf pauvre prêtre pacifiste eunuque. Hollywood serait riche en écoles de la scène et en esthétiques, mais, rien ne roule en république, même pas Durocher.*

L'écran nous transporte ainsi au lendemain où de toutes les prophéties, peu seront vérités dans ce pays. L'ambassade est à l'image des années *Nicaragua-Chili-Salvador*. On emprisonne, on manipule, manigance, menace. Les propos déclarés du pasteur *fou d'Ankara* sont au pays des missiles. Dieu livre ainsi à l'oncle des pouvoirs mystiques par cette voie, c'est là son homélie inversée. En Haïti, on roule néanmoins au rythme accéléré du tambour transporté par le spectre digital, le temps en anglais est devenu trop lourd d'un fanatisme. Il faut alors s'attendre à ce que paradis et enfer soient, quoiqu'opposés, sur le même axe. Le film **GI Jo** en est la preuve.

L'homélie est de toutes les natures et de toutes les tribunes *in vivo*. Makenson est prophète à Port-au-Prince, mais valse au rythme de Jean Dantor des Gonaïves : *homélie distordue*. Luco Désir est animateur de radio et plane sur la fréquence de 1 % de rêve présidentiel : *homélie éculée*. Renois est le candidat dégarni, il se rapporte au discours du reporteur, dénonce un rêveur chrétien : *homélie flatteuse*. Muscadin est pasteur, mais livre une guerre d'agrégé à Dorilas : *homélie pharisienne*. J. Céant est Premier ministre, mais ne jure que par le comptoir du notaire actif : *homélie d'affairiste*. Edmond est diplomate régalien, mais vote contre une cause haïtienne : *homélie de Judas*. Pasteur Caporal est du partage chrétien, mais récupère une cause en égoïste : *homélie adventiste*. J. Campion est le prêtre voyageur, mais perd sa tribune en Makenson : *homélie en latin*. Jòv est président, mais soutient son ami prisonnier Guy Philippe : *homélie criminelle*. Baden est gouverneur, mais gère la gourde en comptoir de détail : *homélie d'boutiquier*. Martelly est un *ex,* mais *J*o-le-chien le défend comme étant sur le siège : *homélie canidée*. Chaque chapelet à sa croix et sa bannière, mauvaise ou bonne, le lendemain 18 octobre, le film éclaire tous les prophètes en herbe. Demain est une illusion.

Auriez-vous vu un tel film, que ce soit dans les cordes d'une autre école ou de celles d'Haollywood, vous seriez pour moi prophète aussi si vous prévoyiez la suite logique. C'est là aussi le travail de l'immortel plus qu'une simple question d'émotion sur grand écran.

Merci d'y croire !

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 3

le président Trump a dépêché Mike Pompeo, son ministre des Affaires étrangères, à Riyadh, la capitale saoudienne, pour rencontrer les autorités, soit le roi, âgé de 83 ans, et le prince héritier Mohamed bin Salman, dans la trentaine et qui, selon des sources proches du royaume, exerce déjà le pouvoir. À souligner que les deux ont été reçus à la Maison-Blanche en grande pompe le 20 mars de cette année.

En tout cas, à voir les photos de Mike Pompeo en tête-à-tête avec le prince héritier, on dirait une rencontre entre amis. La déclaration, mardi, du président Trump fait de lui le défenseur des autorités saoudiennes. Il semble voir dans cette affaire une certaine implication des autorités saoudiennes dans ce crime, ce qui était arrivé récemment dans la saga du juge Brett Kavanaugh, déclaré coupable sans que soit produite aucune preuve. C'est tout dire. Comme dans le cas Kavanaugh, il est prêt à voir ces amis saoudiens exonérés. Le meurtre de ce journaliste souligne bien l'influence de l'argent dans les relations internationales. Le commerce entre les E.U. et l'Arabie saoudite se chiffre dans les centaines de milliards. Ce pays arabe est un marché alléchant pour les commerçants d'armements américains et ce pays arabe, grâce à ses riches réserves pétrolières, sert de tampon quand il s'agit de réguler le marché mondial du pétrole.

Et l'homme d'affaires Trump est lié au Saoudiens par des deals commerciaux datant d'avant sa présidence. De plus, quand ces derniers viennent en visite à Washington, leur pied-à-terre n'est autre que l'hôtel Trump.

Sur ces entrefaites, de grands ténors du monde financier américain prennent leur distance de l'Arabie saoudite. Par exemple, dans la matinée du lundi, Bill Ford, le chairman de Ford Motors, a annulé sa participation à une conférence sur l'investissement, qui devait débuter le 23 octobre, à Riyadh.

Suivant son exemple, dans l'après-midi du même jour, Jamie Dimon, l'exécutif en chef de la banque JP Morgan Chase, a aussi annulé son déplacement, ouvrant la voie à d'autres annulations.

Des géants dans l'arène médiatique, tels *Bloomberg, CNBC*, *CNN*, Financial Times de Londres, le *New York Times* et autres s'abstiennent de sponsoriser la conférence. Le comble, c'est que la Banque mondiale a avisé les autorités saoudiennes que leur président, Jim Yong Kim, ne compte plus assister à la conférence.

Dans le même ordre d'idées, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et autres anciens alliés des États-Unis insistent pour qu'il y ait une investigation très poussée afin de faire la lumière sur cet acte horrible en plein 21e siècle. De toute évidence, Jamal Kashoggi mort est devenu beaucoup plus puissant que de son vivant. Et le président Trump ne fait que s'isoler davantage par ses déclarations.

Pierre Quiroule II
17 octobre 2018

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:17 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Kèlkeswa kote ou soti.
Ou lakay ou.

Fè yon IDNYC. Avèk yon kat idantite gratis nan NYC, nou ka eksplore tout vil la ansanm. Al chèche pitit ou lekòl, gade dosye vaksen ou sou entènèt, epi prete liv nan bibliyotèk prive ou. Se kat sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 14 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

id NYC | NYC Bill de Blasio Mayor

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 9

REGARD DE LA FENÊTRE/ SOCIÉTÉ
UN COUPLE LIÉ AU POUVOIR : TANT D'AMOUR, MAIS AUSSI TANT DE HAINE

Par Michelle Mevs

« *Je ne veux pas être une autre Ginoue Mondésir* » (Nice Simon, octobre 2018).

« *Dire notre vérité est l'outil le plus puissant que nous ayons. Je suis particulièrement fière et inspirée par toutes les femmes qui se sont senties suffisamment*

Michelle Portes Mevs

fortes pour élever la voix et partager leurs histoires personnelles», (Oprah Winfrey, *Golden Globe*, août 2018).

HÔTEL KINGDOM, CROIX DES BOUQUETS — C'était la nuit du 1er au 2 octobre 2018 : «*Il a tenté de m'étrangler, Il m'a giflée et m'a donnée des coups de poing à la tête* »... Elle prit peur sentant qu'il allait la tuer. Elle dit encore, poursuivant son récit : «*J'étais au sol et il me donnait des coups de pieds et des coups de poings... Je me sentais rabaissée* ».

J´ai pu examiner ces clichés douloureux sur le web, car elle s'était fait photographier à la suite de cette agression. Son œil droit au beurre noir et à sa joue gauche des ecchymoses bleues. À son épaule gauche, des traces de blessures provoquées par des morsures ; et de multiples contusions dans le dos.

Aujourd´hui, en conférence de presse, elle se fait aider par une « *dame* » qui descend sa fermeture, éclaire; et sur tous les écrans de TV et youtube, la voilà exposant son dos tuméfié par des coups de pieds reçus alors qu'elle était sans défense allongée au sol. Vous l'aurez deviné, c'est Nice Simon, femme battue devant les caméras — et ce n´est pas du cinéma. C´est un cas de violence domestique.

Nice Simon, actrice adulée, devenue mairesse de Tabarre, expose sa plainte à la presse haïtienne, le 3 octobre 2018 : La raclée qu'elle a subie de son concubin fait le buzz sur les réseaux sociaux et suscite un grand émoi au sein de toute la société haïtienne.

Les réactions et commentaires — pour ou contre — vont bon train, selon le niveau d'acceptation ou de rejet d'un certain machisme ambiant. Mais voilà qu'aujourd'hui la solidarité affichée à l'égard de la femme agressée dépasse, en Haïti, tout ce qu'on pouvait imaginer. L'-inacceptation d´un tel comportement fait la une dans la société.

Le souvenir de la mort violente de l'actrice haïtienne Ginoue Mondésir est revenu à l'esprit collectif suite à la violence conjugale dont est victime Nice Simon**.** « *Je ne veux pas être une autre Ginoue Mondésir* », a justement déclaré cette ancienne actrice et maire de Tabarre lors de sa conférence de presse, après avoir été violemment battue par son compagnon, Yves Léonard.

Son agresseur, Yves Léonard, une grosse pointure du pouvoir, se confie au journal *Le Nouvelliste.*

Il aura pris la fuite devant l'opprobre publique et la menace de condamnation des autorités, non sans avoir omis de faire des

Le couple Yves Léonard et Nice Simon à gauche; Nice Simon, à droite exposant les blessures qu'elle a essuyees.

commentaires au *Nouvelliste*. Aussi, dit-il : « *Elle a un problème d'acné…* » cherchant malencontreusement à justifier ces bleus à la joue gauche …, la morsure au dos ? Nice lui aurait mordu le pouce et il se serait défendu et l'aurait mordue à ce moment-là ; et puis, « *elle semblait être possédée d'un mauvais esprit au cours d'une conversation sur un dossier dont le parquet a la charge* ». Quant aux ecchymoses au dos, l'agresseur n'a pas fourni d'explications.

Rapport de domination masculine

La honte qu'éprouve Nice, en tant que femme dotée d'autorité politique, l'avait retenue de le dénoncer avant le 3 octobre, car ce n'était pas la première fois, dit-elle.

Mme Simon est une « *belle créature* », doublée d'une actrice connue et adulée, une superbe femme originaire du Limbé, dans le nord d'Haïti, à la crinière noire et au teint chaud, charmante et dotée d'une intelligence indéniable. Politicienne, elle est la mairesse élue à la commune de Tabarre, sous la bannière du parti « *Renmen Haïti* » de l'actuel Premier ministre Jean Henry Céant.

A la question de savoir qui pourrait l'avoir agressée de la sorte la réponse est simple : Lui, Yves Léonard, le père de son fils, dit-elle.

Pour mieux comprendre la situation, il faut se référer, avant tout, à un phénomène local et poser la question : Qu'entend-on par : « *Tout à coup, soudain, bref*» ? C´est une expression utilisée pour exprimer l'étonnement face à l´apparition, tout à coup, d'une personnalité qui émerge soudain dans l'arène sociale, économique ou politique. Bien souvent elle est privée d'-instruction, sans éducation, sans comportement, sans attache. Peu importe ses failles, cet animal économique ou politique réussit à s'imposer dans la société, porteur de de grandes ambitions…

D'aucuns se réfèrent à un tel personnage en l'appelant « *Bad Boy* » argenté, proche du président de la République, dont on dit avoir fait l'acquisition de sa maison privée sise à Pèlerin 5. Homme politiquement influent, présent dans tous les cercles politiques, oui, c'est lui le compagnon de Nice Simon, Yves, qui n'accepte pas les défis qu'elle lui pose, de sorte qu´il aurait, en guise de représailles, pris des mesures pour la soumettre à sa volonté. Et, c´est, précisément, un « *Tout à coup, soudain, bref* », dit le commentateur de Radio Méga dont je tiens cette expression. Comme s´il voulait que tout le monde soit à même d'identifier les puissants prédateurs !

Mobilisation sur l'évocation de domination ; Réaction de soutien ou de solidarité à Nice Simon

Suite à cet incident révoltant, les militantes féministes montent au créneau. Citons, en tout premier lieu, Marie Laurence Lassègue de IDEA International et Pascale Solage, militante féministe en tête du Petrochallenge. Mais elles ne sont pas les seules. Il y a aussi le commissaire du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, le sénateur Antonio Cheramy, qui ont tous emboîté le pas, comme tant d´autres secteurs, telles que la Fédération nationale des maires.

Or, tant de victimes n'ont pas été comprises avant Nice Simon, quand bien même le souvenir de Ginoue Mondésir n'aurait pas été effacée de la mémoire collective.

Le système judiciaire s'est mis en branle

Sur ces entrefaites, le système judiciaire s'est mis en branle. En tout cas, il a donné le signal qu'il entend bouger dans ce cas. Puisque, un mandat d'amener pour tentative d'assassinat et voies de fait sur la personne de la mairesse de Tabarre a été décerné par le parquet de la Croix des Bouquets contre Yves Léonard; ainsi qu'-une mesure d'interdiction de départ pris à son encontre. Mais il

L'agresseur de Nice Simon, Yves Léonard avec Jovenel Moïse, au milieu, pointant l'index et le pouce en l'air.

se serait mis à couvert ; d'aucuns prétendent qu'il aurait déjà quitté le pays pour se réfugier en République dominicaine.

Mais quels sont les motifs de cette dispute violente ?

Dans la foulée de cette attaque jugée antisociale par plus d'un, on s'interroge sur les motifs d'un tel comportement. Pour le ministre de l'Intérieur, Yves Léonard est tout simplement « *un prédateur* ». Mais l'agresseur lever le voile un peu sur ses intentions, dans les révélations qu'il a faites au journal *Le Nouvelliste* faisant état de la compétition politique existant entre les deux. En effet, Léonard a confié à ce journal qu'il aspire au poste de maire de Delmas qu'occupe présentement Nice Simon.

Carricature d'Yves Léonard.

En revanche, celle-ci accuse son concubin d'inciter le commissaire du gouvernement à pousser en avant un dossier d´enquête sur la gestion de la mairie de Tabarre, tel que présenté par l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) au parquet. Ce qui, de toute évidence, vise, implicitement, à découvrir des informations en amont, afin de la discréditer. Toutefois, elle prétend être hors de cause dans cette enquête puisqu'à l'époque évoquée par l'enquête elle n'était pas encore mairesse. Il s'agit de la période s'étendant entre octobre 2015 et janvier 2016.

En tout cas, l'ex-sénateur Simon Desras, un opposant de la première heure du président Moïse, soutient la thèse de rivalité politique. Il l'a indiqué clairement dans sa vidée-témoignage. S'il n'y avait pas de compétition politique de la part d'Yves Léonard, il n'y aurait pas cette violence contre Nice Simon. Non plus de dénonciation de la part de Nice.

En dépit des faits connus, on se demande si vraiment la rivalité est à l'origine de ce conflit conjugal entre deux personnages intimement lié au pouvoir, dont la femme, la mairesse de Tabarre, est une partisane du Premier ministre Jean Henry Céant; et l'homme un proche du président Jovenel Moïse ? Mario Delcy, l'avocat de la plaignante, est, selon la rumeur, un admirateur passionné de cette dernière.

À mon sens, qu'il s'agisse de jalousie ou de compétition politique, l'agression physique est un acte dangereux, d'autant plus que Léonard est accusé par la plaignante d'être un récidiviste. Ce n'est pas le premier acte de violence public dont elle est victime, car il aurait déjà agi de la sorte à la mairie même.

Autrement dit, il s'agirait d'un récidiviste ayant jusque-là bénéficié de l'indulgence d´une complice, a souligné un des commentateurs de Radio Méga. Pour ce dernier, c'est le dérèglement social, la perte des valeurs traditionnelles qui ont transformé Haïti en une société réduite au comportement bestial. La dualité bourgeoisie d'argent et l'irresponsabilité étatique des politiques a donné naissance à tous ces « *bandits* » à la tête du pays.

L'égalité des genres dans la société haïtienne

Les naturalistes pensent que le pénis est naturellement polygame, et nombreux sont-ils qui adhèrent à cette théorie. On ne doit pas perdre de vue que des irrégularités constatées dans l'interaction homme-femme engendre souvent des polémiques sur la scène nationale.

Le clivage des opinions et des comportements des hommes et des femmes par rapport aux relations de genres, mais surtout de

Suite en page 13

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 10

ÉDITORIAL

Jusqu'à la toute fin, Jovenel Moïse ne comprend rien de PetroCaribe Challenge

Le mouvement PetroCaribe Challenge, lancé depuis déjà plusieurs semaines, chemine inexorablement vers le rendez-vous du 17 octobre, date anniversaire de l'assassinat de l'empereur Jean-Jacques Dessalines, libérateur et père de la nation. Date retenue pour que, ensemble, la nation entière, y compris les filles et fils d'Haïti expatriés, se dresse comme un seul homme pour exiger que soit connu l'usage qui a été fait du fonds PetroCaribe. Bien que cette exigence ait été diversement présentée, afin de démontrer à Jovenel Moïse et à ses alliés qu'il s'agit d'une affaire sérieuse, mais surtout d'un objectif incontournable, têtu comme une mule, il s'est montré inflexible jusqu'à la dernière minute. Car le 17 octobre, c'est pour demain. Le grand malheur qui guette la nation aussi.

Les manifestations de rues ayant, au cours des premiers jours, attiré des centaines de personnes, se sont multipliées, désormais par milliers, à la capitale comme dans les villes de provinces; ensuite par semaine, puis chaque deux jours, ensuite quotidiennement, au pays. Tandis qu'en diaspora, dans les villes étrangères à forte population de ressortissants haïtiens, ou d'origine haïtienne et de leurs amis, ces derniers faisaient l'écho des revendications du mouvement ayant pour slogan « *Kote lajan Karibe a ?* ». D'ailleurs, à New York, à la fin du mois de septembre, à l'occasion de sa participation à la 73 Assemblée générale des Nations Unis, le président Jovenel Moïse était littéralement harcelé par des manifestants. À un faubourg éloigné de Brooklyn, bastion des Haïtiens, qu'il se mettait en tête de fuir, des manifestants irréductibles étaient présents à l'hôtel Hilton de Pearl River (Rockland Couty), où il avait convié deux à trois cents Haïtiens à venir l'entendre, le président haïtien devait essuyer la dénonciation agressive de ceux-là demandant la restitution des USD 3,8 milliards $ détournés ou volés carrément du compte PetroCaribe. De même devant la Mission d'Haïti près des Nations Unies, à la 2e Avenue ou devant les magasins où M. Moïse faisait ses courses avec sa femme, à Manhattant, mettant bien en évidence des pancartes exhibant encore le slogan « *Yo poko peye lajan PetwoKaribe a* » ou bien « *Bare volè*».

Pendant que les manifestants de PetroCaribe Challenge intensifient leur mouvement et continuent à se rallier l'adhésion de secteurs traditionnellement amorphes ou indifférents par rapport à pareilles initiatives, Jovenel Moïse persiste à ignorer l'effet grandissant de cette campagne. Jusqu'au moment même où il cherche à soudoyer les policiers.

En effet, au lieu d'apporter la solution qui s'impose au problème du fonds PetroCaribe, en se mettant à l'écoute du peuple, c'est-à-dire à créer les conditions pour que ses alliés au pouvoir ou hors du pouvoir épinglés par les deux enquêtes du Sénat soient traduits en justice, le chef de l'État ne fait que prendre de nouvelles décisions anticonstitutionnelles et condamnables. C'est le cas de sa visite aux différents commissariats de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, sans être accompagné du directeur général de l'institution, comme le veut la Constitution, dans le but de « *soudoyer* » les policiers. Après avoir flatté ces derniers dans le sens du poil en leur rappelant qu'ils sont les gardiens de la Cité, qu'ils sont responsables de la sécurité de la nation et les gardiens de la paix, il remit à chacun une enveloppe contenant 30 mille gourdes (ou (USD 416 $). D'aucuns prétendent que d'autres policiers n'ont reçu que mille gourdes. Ce geste illégal, en sus d'être immoral, du président haïtien, dont l'administration doit plusieurs mois d'arriérés de salaires aux policiers, sans faire un effort sérieux de leur pays. Alors qu'il entreprend cette distribution d'argent rien que pour inciter les forces de l'ordre à l'action au moment où est annoncée la grande mobilisation du 17 octobre.

Autre preuve que Jovenel Moïse n'a point tiré les leçons qu'il faut des émeutes meurtrières de 6-8 juillet 2018. Mais aussi une autre manifestation de son insouciance par rapport à la mobilisation PetroCaribeHashtag, nonobstant les avis apocalyptiques ou les menaces de descentes aux enfers faisant la une dans la presse, dans les média sociaux ou encore dans les conversations privées.

Si Jovenel Moïse et son équipe avaient un tant soit peu de compréhension de l'évolution de cette campagne, qui a tout l'air d'engendrer des moments difficiles, sinon bouleversants pour le pays, ils ne l'ont pas démontré. Les nouveaux cris de ralliement qui s'annoncent chaque jour, et qui ont fait de la campagne PetroCaribe le redoutable mouvement qu'elle est aujourd'hui, auraient pu se traduire en signe d'entente autour d'une action concertée contre la corruption, le vol organisé des deniers publics ainsi que le pillage des fonds provenant de la vente du brut vénézuélien. Jovenel Moïse a joué la carte de l'insouciance et de l'indifférence jusqu'à la dernière minute. Au fait, la note d'adhésion au mouvement publié par une douzaine de personnalités appelle tout un chacun à rallier cette initiative citoyenne qui vise au recouvrement d'une fortune qui aurait pu changer la vie des citoyens et doter le pays de toutes les infrastructures qui lui font défaut. Tel est le message adressé au peuple haïtien par les citoyens suivants : Wiliam Smarth, Michel Hector, Suzie Castor, Sabine Manigat, Frantz Grandoit, Jean Casimir, Sr Kesta Occident, Arnold Antonin, Colette Lespinasse, Claude Moïse, Michel Legros, Ernest Bellande.

Au vu et au su du pouvoir et de ses suppôts, la campagne PetroCaribe Challenge s'est développée en un mouvement international dont l'ampleur dépasse même la mobilisation qui a mis fin au régime des Duvalier, au début de 1986. Mais il y a un autre événement qui aurait dû donner à penser à Jovenel Moïse et ses collaborateurs. Il s'agit de la participation des élèves à cette action. Car dans l'histoire politique haïtiennes, cette catégorie sociale ne s'est jamais donné un rôle. Une quantité négligeable, dirait-on, à leur sujet. La participation des élèves au mouvement politique remonte à la chute d'Élie Lescot (janvier 1946). À commencer avec les écoles nationales, les élèves en grève pour exiger le départ de ce dernier, à la capitale et dans les villes de province, ont fait escale aux différents établissements scolaires incitant les élèves à les suivre pour former un mouvement qui s'est transformé en une marée de mineurs dans les rues. On connaît le reste !

Cette fois, les hommes du pouvoir ne semblent même pas comprendre la signification de la descente des élèves dans la rue, dans le cadre du mouvement pour exiger l'instruction des faits relatifs à l'utilisation du fonds PetroCaribe, de la mise en accusation des accusés, suivies de leurs justes punitions pour ce crime et de la restitution de fortes sommes d'argent volées à l'État. Inévitablement, les élèves constituent l'ultime adhésion à un mouvement susceptible de mettre une fin prématurée au mandat d'un président dont les décisions laissent croire qu'il définitivement est au bout de son rouleau et qu'il souhaite se voir balayer par un événement providentiel.

À la lumière de tous ces faits, il est fort possible que Jovenel Moïse ait délibérément opté pour ne prendre aucune leçon des événements du mois de juillet, afin de trouver une bonne occasion de rendre son tablier. Puisque jusqu'à la toute fin, il n'a rien fait pour démontrer qu'il a appris les leçons données par PetroCaribe Challenge.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti Ob Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Voltaire
13 K Avenue Foldhealbe, Rt Rt Apt. 14
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avances par chèques ou mandat bancaire

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 11

EDITORIAL

Until the very end, Jovenel Moïse failed to understand anything about the PetroCaribe Challenge

The PetroCaribe Challenge movement, launched several weeks ago, is moving inexorably towards this day, the October 17 fateful date which marks the anniversary of the murder of Emperor Jean-Jacques Dessalines, liberator and father of the nation. Reportedly, that date has been set for the entire nation, including expatriate daughters and sons of Haiti, to stand together as one, to demand that light be shed on the use of the PetroCaribe Fund. In different ways, that demand was made, to demonstrate to President Jovenel Moïse and his allies that it is a serious matter, above all an unavoidable objective. However, stubborn as a mule, he has been inflexible until the last minute. Well, today is October 17, a day of reckoning for the nation!

In the beginning, street demonstrations about the PetroCaribe heist attracted hundreds. Then it grew to thousands, both in the capital and in outlying cities. From weekly occurrences, they were held every other day, then daily, in various parts of the country. Meanwhile in the Diaspora, especially in cities with high Haitian population, first and second generations of Haitians, together with their foreign friends, echoed the slogan: "**Kote Kòb PetwoKaribe a?**" (Where Is the PetroCaribe Money?)

In fact, at the end of September in New York, during President Moïse's participation at the 73rd United Nations General Assembly, he was literally harassed by demonstrators. To flee from Haitians in Brooklyn with its high density of Haitians and Americans of Haitian descent, the president went to the Pearl River Hilton Hotel in Rockland County to meet with 200 to 300 Haitians. But demonstrators couldn't be outwitted. They showed up at Pearl River, aggressively denouncing the Head of State and demanding the return of the $3.8 billion embezzled or stolen outright from the PetroCaribe Fund. Similarly, in front of the Haitian Mission to the United Nations, on 2nd Avenue in Manhattan, or in front of stores on Fifth Avenue where Mr. Moïse went shopping with his wife, demonstrators were there, displaying their slogans for all to see. They also shouted, "**Yo poko peye lajan PetwoKaribe a**" (They haven't paid back the PetroCaribe money yet). "**Get the thief**."

Demonstrations about the PetroCaribe heist intensified and the movement kept getting support from various sectors, even from those who traditionally are amorphous, even indifferent to such initiatives. Meanwhile, President Moïse continued to ignore the growing impact of the campaign. Until the very last moment, this past weekend, when he tried to ''bribe'' the police to solidify their support.

One would think that the president would have listened to the people and provide the needed solution to the problem of the PetroCaribe heist. That he would have created the conditions to deal with his allies, both in and out of power, who have been accused by two Senate investigations of pillaging the Fund supplied by the sale of Venezuelan petroleum products on the Haitian market. Instead of letting Justice, the Head of State preferred to make unconstitutional and reprehensible decisions. To wit, his visits, last weekend, to various police precincts in the Port-au-Prince metropolitan area, without the General Director of the institution accompanying him, as required by the Constitution. He was on a mission to "bribe" the police. After he had flattered and reminded them that they are the guardians of the City, that they are responsible for the security of the nation and for keeping of the peace, he gave each an envelope containing 30 thousand gourdes ($416.00). Some people claim that other police officers only got a thousand gourdes. It's an illegal and immoral act by the Haitian president, whose administration owes several months of arrears to the policemen as well as to employees of the Ministry of Interior at Haiti's the embassies abroad. Yet, no serious effort has been made to pay them. Of course, by bribing the Police, the president is encouraging them to violently disperse the demonstrators who are out today.

President Moïse's actions are proof that he learned nothing from the violent riots of last July 6-8. He has shown himself to be reckless in his response to the mobilization of the PetroCaribe Challenge. Notwithstanding the apocalyptic opinions in the press, on social media and even in private conversations!

Obviously, Mr. Moïse and his advisers have failed to appraise the evolution of the campaign which is generating difficult and upsetting moments for the country. Almost daily, there are new rallying cries calling for a strong response to the PetroCaribe heist. One would think that the formidable movement may have been interpreted by the president as a sign to work out an agreement around a concerted action against corruption, organized theft of public funds and the looting of the Fund from the sale of Venezuelan petroleum products.

Until the last minute, President Moïse has played the card of carelessness and indifference. Meanwhile, a statement of support for the movement, published last Friday by a dozen personalities of national renown, calls on everyone to join the citizens' initiative. They assert that the recovery of that fortune could have changed the lives of the citizens and provide the country with the infrastructure it lacks. Signing the message to the Haitian people are the following citizens: Wiliam Smarth, Michel Hector, Suzie Castor, Sabine Manigat, Frantz Grandoit, Jean Casimir, Sr Kesta Occident, Arnold Antonin, Colette Lespinasse, Claude Moïse, Michel Legros and Ernest Bellande.

While the president and his allies paid little attention to what was happening, the PetroCaribe Challenge campaign developed into an international movement whose scope even has exceeded the mobilization that ended the Duvalier regime on February 7, 1986. Another event that should have impressed the president and his collaborators is the action of the students. Throughout Haitian history, the student sector has played very little role in the political affairs of the nation. But student participation in the current crisis harks back to the movement, in January 1946, that brought down President Élie Lescot. It all started with a strike by students at the State schools in the capital and in outlying cities, demanding the departure of Lescot. Taking to the streets, those students stopped at various private schools, encouraging the students to join them. All of a sudden, it was a giant movement of minors in the streets everywhere. The rest is history!

This time, those in power don't seem to understand the significance of the students taking to the streets, calling for the investigation of the facts relating to the use of the PetroCaribe Fund. Those youngsters are demanding specifically for the indictment of the accused, followed by appropriate punishment for their crime and the reimbursement of large sums of money stolen from the State. It appears that the students are the ultimate sector to join the movement likely to put an early end to the term of a president whose decisions suggest that he's definitively at the end of his rope. It's as if he were wishing for such a providential event to sweep him away.

In light of all these facts, it is quite possible that Mr. Moïse deliberately chose not to learn any lessons from the events of last July, so that he may find a good opportunity to step aside. Indeed, to the very end, he did nothing to demonstrate that he had learned the lessons from the PetroCaribe Challenge.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 12

COMMENT SAUVER HAÏTI DES MAUX QUI LE RONGENT ?

Des arguments pour soutenir la fin du mandat de Jovenel Moïse

Suite de la page1

fonction. Autrement dit, toutes considérations faites, sa candidature à la présidence était une fraude. Le cas de Jovenel Moïse invite à de sérieuses réflexions.

Après le passage au pouvoir de l'ouragan Michel Joseph Martelly, dont les méfaits commencent à peine à se révéler, ouvrir la porte à la présidence du séisme Jovenel Moïse constitue une calamité de trop pour Haïti. Au moment où ceux qui ont porté ce pouvoir sur les fonds baptismaux commencent à exprimer des doutes par rapport à leur choix, le sujet relatif au mandat de Nèg Bannann nan devrait susciter un débat légitime. Surtout quand l'actuel occupant du Palais national s'acharne à bloquer le cheminement régulier du dossier PetroCaribe, se faisant partie prenante de cette vaste conspiration ayant abouti à la dilapidation de USD 3,8 milliards $, une fortune qui aurait changé l'aspect physique, social et la santé économique du pays, et offrir de meilleures conditions de vie aux citoyens, à quelque couche sociale ils appartiennent.

Jouissant de l'opportunite de ramasser des millions, Martine Moïse serait-elle prête à subir la fin du mandat de son mari.

En effet, dix-neuf mois après sa prestation de serment, le 7 février 2017, Jovenel Moïse s'affiche comme « *le président le plus impopulaire qu'Haïti ait jamais connu* », en sus de se voir décerner par le public le sobriquet « *menteur invétéré* ». Car ses discours, au pays ou à l'étranger, sont émaillés de promesses non tenues, qu'il persiste pourtant à répéter, quand il n'en fait pas de nouvelles. Sans projet conçu basé sur des évaluations expertisées, en termes de faisabilité et de disponibilité de financement connu, M. Moïse prend un malin plaisir à renouveler ou à multiplier ses projets fictifs, dans l'espoir d'apaiser le peuple, face au gaspillage éhonté des ressources du pays par son administration et les alliés du pouvoir.

Le mécontentement se généralise

La liste des citoyens mécontents de la gestion des affaires publiques par l'équipe au pouvoir n'a cessé de s'allonger, le président et son équipe sont privés de moyens de rétablir la confiance des citoyens en eux. Depuis l'arrivée de Nèg Bannann nan au Palais national, les arriérés de salaire n'ont cessé de d'augmenter pour, notamment, les enseignants, les policiers et le personnel diplomatique et consulaire, consécutivement à un déficit budgétaire qui augmente au fil des mois. Un phénomène né de la politique instituée par l'administration Moïse-Lafontant consistant à déshabiller Pierre pour habiller Paul. En détournant les ressources prévues dans le budget à d'autres domaines occultes, Moïse et ses collaborateurs entraînent un manque à gagner impossible à combler. A cause de cette politique initiée par Michel Martelly et renforcée vigoureusement par son successeur, le déficit budgétaire s'est plus que quintuplé, passant de 2,9 milliards de gourdes, en 2011, à 16 milliards de gourdes en 2018. Dès lors, les personnes ainsi lésées passent résolument dans le camp des opposants. Un phénomène qui s'est aggravé aussi de manière exponentielle, le déficit enregistré réduisant les marges de manœuvre du pouvoir en termes d'interventions au profit des citoyens. Voilà une première catégorie de mécontents.

Par ailleurs, les événements des 6, 7 et 8 juillet derniers, qui ont pris l'allure de manifestations violentes, de pillage, voire aussi d'incendie et de bris de véhicules, n'ont fait que démontrer la diversité des citoyens mécontents. Dans la mesure où ces émeutes ont été déclenchées par la hausse des prix des produits pétroliers imposée par les décideurs, c'est quasiment le pays tout entier qui y participait, sinon qui les a applaudies en silence. Dans cet ordre d'idées, Jevenel Moïse ne peut compter sur l'adhésion de tous ces citoyens qui n'attendent que l'occasion propice pour se venger.

On ne peut oublier que le successeur de Michel Martelly est arrivé au pouvoir sous le coup d'une inculpation pour blanchiment des avoirs. Cela veut dire, au départ, de larges secteurs du pays rejetaient son autorité. En sus, bien sûr, des fraudes et irrégularités dont sont attachées les élections qui l'ont porté au pouvoir. Autrement dit, avant même d'avoir pris logement au Palais national, Jovenel Moïse était déjà confronté à une opposition bien musclée. Voilà une autre catégorie de personnes qui voteraient pour montrer la porte à ce dernier.

Or, opposition renforcée, au fil des vingt mois de son administration, ne cesse d'accumuler de couches sociales ayant des raisons bien différentes d'être mécontentes de la politique de Moïse. Mais l'escalade de la grogne populaire s'est accélérée sous l'impulsion du mouvement PetroCaribe Challenge, au point de mettre le pouvoir du président haïtien sérieusement à mal. Au fait, d'ores et déjà, d'aucuns ne cessent de répéter que Moïse à toutes les chances « *de ne pas finir son mandat* ».

Les adhésions au programme PetroCaribe Challenge se sont multipliées

Depuis le lancement du programme PetroCaribe Challenge, voilà déjà plus de six semaines, les adhésions ne cessent de s'annoncer. En même temps, on a constaté que, dans l'ensemble, les secteurs et personnalités qui s'engagent affichent en même temps des sentiments anti-Jovenel Moïse, allant jusqu'à préconiser son départ. Quand bien même des secteurs, organisations et institutions ayant déclaré leur intention de participer à cette grande mobilisation; et exhorté leurs membres ou adeptes de la rallier n'auraient explicité la démission du chef de l'État, il y a référence implicite à ce sujet.

Au cours de ces derniers jours, des organisations, la presque totalité des organisations, toutes vocations confondues, a déclaré leur intention de participer ou encouragé les citoyens à participer massivement aux manifestations du 17 octobre. Dans le cadre de cette mobilisation, la Conférence épiscopale d'Haïti (CEH) s'est prononcée pour donner son appui au mouvement. Si la Conférence des pasteurs haïtiens (COPAH) a attendu jusqu'à la dernière minute pour ajouter sa voix au concert de cette grande manifestation, elle n'a, toutefois, pas voulu rester à l'écart d'une initiative citoyenne noble aux dimensions internationales. Dans une note de presse datée du 15 octobre 2018, et signée des pasteurs Ernst Pierre Vincent, président, et de Normil Dorvila, secrétaire exécutif adjoint, cette organisation déclare avoir rallié le mouvement PetroCaribe Challenge, tout invitant les adeptes chrétiens protestants à participer en grand nombre à cette campagne massive pour exiger la « *reddition des comptes* » dans l'affaire PetroCaribe.

Il est un fait certain que la grande majorité des universitaires sont, depuis longtemps, embarqués dans le train anti Moïse. A la lumière de la mobilisation constatée dans l'affaire PetroCaribe, on ne saurait négliger, ni passer sous silence, l'entrée des élèves dans le jeu. Ces derniers ne sont pas restés indifférents à cette initiative, ayant décidé de s'impliquer activement. En ce sens, ils renouent avec le geste des élèves qui, en janvier 1949, descendirent, nombreux, dans les rues, pour exiger le départ d'Élie Lescot.

Dans la mesure où transpire, dans toutes les interventions publiques concernant l'adhésion au Mouvement PetroCaribe Challenge, le rejet national de Jovenel Moïse comme président de la République, il faut s'interroger sur son sort au cas où les mécanismes de destitution étaient invoqués contre lui. Ainsi, on peut dire que c'est presque la nation entière qui serait prête à éjecter Moïse du Palais national. Considérant l'intensité de ce mouvement et la colère qui anime les animateurs et participants du mouvement de protestation et de revendication, l'occasion de la mise en gare de Jovenel Moïse est plus qu'opportune.

La question se pose, à savoir, comment sauver Haïti des maux qui le rongent ? Dans la mesure où ces maux s'identifient en la personne de Jovenel Moïse et de PHTK, il faut s'en débarrasser tout simplement. Et au plus vite !

En clair, donc, il y a des arguments convaincants pouvant justifier une mise en accusation de Nèg Bannann nan pour une longue série de motifs, dont les plus solides seraient : corruption, détournements de fonds publics, administration dans l'opacité, violations des lois et de la Constitution, lèse-gouvernabilité, abus de pouvoir, mais, par-dessus tout, incompétence administrative. Certes, il y a de quoi montrer la sortie à l'homme de Martelly, à moins que ses alliés au Parlement décident de lui tendre la perche, dans les conditions que l'on connaît tous.

L.J.

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve a delightful array of dishes for **Breakfast, Lunch and Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT AT 233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

◇ MÉDECINE CHIRURGIE ◇
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 13

REGARD DE LA FENÊTRE/ SOCIÉTÉ

Suite de la page 9

couples, s'effrite progressivement dans les pays avancés où les mouvements féministes s'activent à faire droit au respect de la femme. Pourtant, en Haïti, on a du mal à reconnaître les avancées faites globalement dans ce domaine.

Sans aucun doute, seuls les couples sont imbus de la réalité de leur vie; et quand la violence s'installe dans les relations entre l'homme et la femme, deux choix s'imposent : Garder privée sa relation tout en cherchant assistance auprès de l'aide psychologique pour le couple; ou décider de rendre publique son intimité par le recours à la justice. Bien souvent, il arrive que des couples, qui sont vraiment épris l'un de l'autre, fassent soudain marche-arrière, et le tribunal de famille (qui n'existe pas encore en Haïti, comme le dit Me Claudy Gassant, au micro de Luco Désir), se trouve totalement désarmé. Les hommes de loi s'en trouvent, après étude du dossier, dans une difficile position quand les menaces de dérapage entre les partenaires semblent bien réelles.

Haïti est-il un pays de machos et de polygames ?

Notre culture greffée sur celle des Français, vestige d'un lointain passé de libertinage, porte sans doute l'homme haïtien, comme le Français d´hier, à adopter une attitude de conquérant, à ne pas dramatiser la polygamie, tandis que les Anglo-Saxons puritains en font une affaire inadmissible et condamnable. Les naturalistes pensent que le pénis est polygame. La femme, de son côté, a sa pudeur et ses craintes de passer pour une pute quand elle met en doute l'ordre établi. Mais, sait-on qu'en Haïti il y a plus de femmes que d'hommes ayant déclaré que la violence domestique était acceptable ? Un sondage met cette tendance à 17 % contre 11 % pour les hommes. J'avoue que, pour ma part, ces statistiques sont loin de refléter la réalité.

J'ai le grand privilège de n'avoir pas subi d'abus des hommes ; et il m'est très difficile d´imaginer encaisser des coups, et même de comprendre ces abus. Néanmoins, ma recommandation à ma fille consiste à ne jamais accepter des coups et même de prévenir tout homme qu´elle n'accepterait jamais — ô grand jamais — un tel comportement. Un homme averti en vaut deux; ce qui n´est, évidemment, que ma conception personnelle.

Je dois dire que mon intérêt pour mon pays d'origine, qui me porte à suivre les vidéos sur le net, m'a révélé que beaucoup d'hommes haïtiens sont profondément et définitivement caractérisés de machisme très poussé. Pour illustrer ce fait, il m'a donné de voir et d'entendre que la présence des femmes sur les plateformes, dans le cadre de débats publics, provoque immédiatement des commentaires, des blagues de mauvais goût émaillées de compliments grivois et ricanements déplacés envers les femmes présentes.

La virilité s'identifie-t-elle au machisme?

Attention, mais avec des nuances. Si on vient d'apprendre que nombreux sont-ils à avoir condamner l'agression physique contre la femme, il demeure pourtant, après observation, que l´homme haïtien ne sait pas, ou encore n´est pas capable de gérer les tentatives de séduction. Son comportement de tous les jours face à la femme, surtout quand elle serait belle et aguichante, est reprochable.

L'homme haïtien, a-t-il compris que les mœurs évoluent rapidement et qu'il serait bon qu'ils soient attentifs à pareilles transformations ? Autrefois, la femme était constamment blâmée d'avoir provoqué l´homme, soit par son comportement, sa tenue et ses gestes, tandis qu'aujourd'hui elle est libre de ses tenues et manières. La mode juvénile s'impose en jupes courtes et seins visibles sous des corsages diaphanes; et c´est à l´homme de se restreindre quand il aurait voulu s´étaler...

Ginoue Mondésir.

Ces hommes, qui affichent pareilles attitudes, se sentent-ils diminués quand des femmes ne se prête pas à leurs jeux ? Ce critère qui veut que l´homme soit fidèle ou respectueux, est-il une norme à rejeter parce que la société insulaire haïtienne considère qu´un homme doit a priori imposer sa force et ses sentiments de sexe dominant à toute occasion ? Il n´est que d'imaginer les mêmes commentaires que proposent les hommes venus de femmes pour répondre à cette question.

En revanche, l'homme haïtien, souvent misogyne, qui pourtant, vénère sa mère et adule en paroles élogieuses son épouse, tandis que toute autre femme, particulièrement celle qui pourrait s'imposer à lui en compétitrice, sur le plan professionnel, est tout simplement bonne à « *prendre* ». La compétition professionnelle est une incitation d'autant plus forte qu'elle provoque immédiatement des commentaires grivois, des attitudes machistes. Infériorisier la femme en s'en prenant à ses humeurs ou à son « *vagin* » est un abus, pas un droit.

Mais encore, la femme haïtienne n'est-elle pas souvent complice de ces jeux machistes ? 17 % des femmes estimeraient qu'il est normal que le partenaire batte sa compagne, disent certains sondages (article RFI) ? En réalité, le pourcentage semble bien moindre, tout simplement parce que souvent les femmes interrogées dans les sondages ne disent pas ce qui leur fait mal. Peur de représailles également ? Peut-être ! Justement, ce qui me frappe c'est l'acquiescement pleine et entière de certaines de mes sœurs : une attitude tout à fait mielleuse, tout en roucoulements et en flirtes, quand elles se trouvent agressées verbalement dans certaines circonstances. Il arrive, selon ces femmes, que l´homme, dans un acte naturel d'imposition de son sexe sur l'environnement, ne semble pas s'engager dans un acte voulu, mais se soumet à une habitude sociale à tolérer. En serait-il de même pour la femme qui se croit d'autant plus féminine quand elle se laisse faire, acceptant d'entrer dans le jeu de la domination du pénis ?

La pudeur ou l´autocensure, la consécration à la famille sont-elles le substrat sur lequel repose l'inégalité en nombre des hommes et des femmes au sein du gouvernement ?

Même si — et je reprends ici le commentaire du journaliste de radio Méga — : Le parlement même serait un repaire de bandits et de voyous. De sorte qu´il n´y aurait pas de fierté pour la femme de se dire parlementaire... Ceci dit, c'est justement une de ces raisons pour lesquelles il faut faire participer la femme, qui y a sa place, en vue de la réforme de cette institution. Même si l'on ne peut donner aucune garantie de succès.

Difficultés d'accès des femmes au sommet de l'administration publique

Incontestablement, le système politique haïtien reste figé dans une tradition rétrograde, puisque la stipulation constitutionnelle impliquant une parité de 30 % entre hommes et femmes au service de l'État n'est pas respectée. Quand on connaît la détermination proverbiale de la femme haïtienne, en sus de son instinct maternel la rendant maladivement dévouée à sa famille excellant dans le domaine commercial, on se rend compte que la femme possède tous les atouts pour participer efficacement au développement du pays. Ce qui nous fait dire, avec les spécialistes : « *La femme est la clé de voute du développement* ».

Voilà un problématique que je laisserai volontiers aux féministes spécialistes en la matière. Car dans la réalité politique haïtienne, une seule femme siège au Sénat, et elle s'appelle Dieudonne Luma Étienne, élue à la 50e Législature de la République d'-Haïti, en 2016. Et seulement une poignée à la Chambre basse. À l'instar du Japon, autre pays où la femme est sous-estimée, sous-valorisée. Sur les deux femmes qu'il y avait, au Sénat japonais, aujourd'hui il n'en reste plus qu'une seule, Satsui Katayama, malgré les promesses électorales du président Shinzo Abe, selon CNN.

Quels progrès ont été réalisés dans ce domaine ?

Il y a des femmes non engagées qui ont souscrit à ce mouvement, ayant décidé de reconstruire leur passé, qui se sont mises à parler. Mais, attention, d'aucuns taguent le mouvement en progression d'hystérie collective, et même de mouvement agressif qui viserait à ruiner la vie des hommes. Mais ces derniers ne tarderont pas à un retour de bâton.

Quand il est question de rapport de couple, il ne faut pas oublier que, pour les femmes, la séduction est une relation mesurée liés à l'acceptation, au consentement et toujours aux ajustements dans la rencontre; et certainement pas dans l'usage de la force ou le recours aux pressions, voire au viol.

Mais ne faut-t-il pas faire attention au féminisme victimaire ? Surtout les femmes qui se plaignent souvent d'être faussement harcelées sexuellement, celles qui nuisent au mouvement de libération. Nous regrettons sérieusement de telles manipulations pour le tort qu´il fait à la lutte pour l'égalité entre les sexes.

Le mouvement Ti manman chéri

Il s'agit d'un programme social jugé offensant par une commentatrice de Radio Méga, dont je

Suite en page 14

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 14

REGARD DE LA FENÊTRE/ SOCIÉTÉ

Suite de la page 13

partage l'opinion, puisque, en réalité, c´est un modèle qui infériorise la femme en la plaçant au rang de victimes à qui l'on distribue l'aumône, au lieu d´en avoir recours pour lui permettre de réaliser de la plus-value, lui assurant ainsi une certaine indépendance.

Une pensée pour Ginoue Mondésir

La violence domestique ne connaît pas de classe sociale, de couleur, et surtout pas de mesures. Les coups et blessures peuvent atteindre des extrémités, allant jusqu'à causer la mort de la victime. Ce malheur est arrivé à Ginoue Mondésir, actrice et présentatrice à Télémax. Ginoue, de regrettée mémoire, a été tuée par Valdo Jean, son époux, qui court encore.

Puisque la lutte est longue et pénible, je vous invite, femmes, à reprendre votre souffle en chantant allégrement la vie, en mémoire de tant de femmes, victimes connues ou anonymes. Chantons la solidarité sur ce hit fort joyeux de l´artiste, une femme israélienne, cette chanson dont la lyrique est quelque peu vengeresse, et je m'en réjouis quand même : « *I am not a doll : I am not your doll, stupid boy! Woman, don't you forget, you are divine and he is about to regret it. I'll take you down* ». (« *Je ne suis pas ta poupée, garçon stupide ! Femme, n´oublies pas que tu es divine et qu´il est sur le point de le regretter. Je vais te descendre!*»

Examinons de plus près le panorama international quand la lutte pour l'égalité des genres prend de nouvelles tournures.

Aux États-Unis d'Amérique

La parole se libère, les lignes bougent : soulèvement des femmes contre la violence sexuelle, charge émotionnelle. Le mouvement féministe #Metoo a tout juste un an. Harvey Weinstein est dénoncé pour sexisme et harcèlement sexuel au *New York Times*, puis à la revue The *New Yorker,* au Hashtag #Metoo. C'était en octobre 2017 quand des accusations en cascade furent faites à l´encontre d´un des producteurs américains les plus connus et les plus puissants : Harvey Weinstein. Cette accusation a vite pris un tournant viral. Réaction machiste ? Résistance de l´agresseur : Harvey Weinstein, 66 ans, producteur de renom, ne reconnaît toujours pas les abus sexuels dont il est accusé sur près de 100 femmes. Le mouvement #Metoo est symptomatique d´avancées dans la sphère des comportements égalitaires entre les genres. Si ce mouvement impose une révision rétroactive sur les agissements d'hommes puissants du monde du spectacle d'Hollywood, et qu´il fait cet impact marquant, il faut alors conclure que la femme d'aujourd'hui ne tolère plus ni d'avoir subi des violences sexuelles dans le passé, encore moins dans le présent.

Oprah Winfrey, récipiendaire de la distinction honorifique Golden Globe d'octobre 2018, déclare que le temps est venu pour les hommes puissants (de pouvoir) et brutaux de comprendre que le temps où ils pratiquaient les abus sexuels est révolu. En anglais on leur dirait «*time is up* ». « *Time is up* », c'est aussi le nom de l'association qui a poussé les femmes présentes à la fête du Golden Globe à porter le noir en signe de protestation contre les abus perpétrés sur les femmes.

Le mouvement féminin est à la base des déboires de Bill Cosby cette icône internationale tant aimée, un des Noirs les plus admirés des États-Unis. C'est le premier homme inculpé sous l'accusation d'abus sexuels graves à avoir été trouvé coupable des accusations portées contre lui. Il a écopé de longues années de prison. Incarcéré immédiatement après sa sentence, ses avocats ont déclaré qu'ils interjetteront appel. Dans le cadre du mouvement des femmes contre les abus sexuels, Donal Trump, le président américain, est également visé. Dans certains milieux on pense qu'il est sans doute un parmi les grands politiciens jugés « *too big to fall* » (trop importants pour tomber). Michael Cohen l´avocat du président a avoué à la justice américaine : « *A la demande du candidat Trump, j'ai versé des centaines de milliers de dollars à ses anciennes liaisons*». Vous aurez peut-être imaginé que cet argent provenait de la caisse électorale.

Plus récemment, Brett Kavanaugh, aspirant au poste prestigieux de juge à la Cour suprême des États-Unis d'Amérique, a été l'objet de semblables accusations. Mais il a été blanchi par le rapport du FBI pour preuves non- convaincantes par rapport aux accusations portées contre lui en relation avec des abus de comportement sexuel : en prévision des prochaines élections, un millier de personnes ont manifesté cette semaine, à Washington, leur rejet de ce rapport en criant : « *Ne trahissez pas les femmes, votez non a à la nomination du juge à la Cour suprême* ». Trois cents manifestants avaient été arrêtés.

Au bout du compte, le juge Kavanaugh, malgré les accusations qui l'ont accablé et malgré ses ombres comportementaux dénoncés par ses victimes, a été confirmé juge à la Cour suprême.

En France, le « Mouvement #Balance ton porc » poursuit son chemin. D'ores et déjà, il secoue les hiérarchies en place, comme le rapport de domination. Le voilà bel et bien lancé à la conquête de forteresses politico-sociale où se retranchent de hommes puissants. Les actions collectives qu'-il mène exploitent à fond les réseaux sociaux. Surtout qu'il s'apparente au « Mouvement #Metoo », qui s'attaque à la vie et au comportements de tous les jours de certains hommes, comme le Mouvement #Balancetonporc.

« *On n'est pas née soumise, on le devient* ». Une soumission active et sociétale, ainsi qu'une volonté manipulatrice de la femme afin de se tailler une place dans les secteurs de pouvoir — généralement la chasse gardée des hommes — pourrait tout saborder, en Haïti comme ailleurs.

M.M.

Le couple présidentiel logé chez Shérif Abdallah ?

DES INCIDENTS DIPLOMATIQUES POTENTIELS À CRAINDRE

Suite de la page 1

a fort à craindre que la présence de la première famille d'Haïti sous ses toits n'engendre des incidents diplomatiques susceptibles d'éclater lors des manifestations du 17 octobre 2018.

Bien qu'aucun communiqué ou communication émanant de la présidence n'ait annoncé le déménagement officiel de la famille présidentielle de Pèlerin 5, où se trouve la résidence privée de celle-ci, il semble qu'à l'approche de la date fatidique du 17 octobre, Jovenel Moïse ait pris la décision de quitter ces lieux. Car après avoir, pour raisons de sécurité, dit-on, fait démolir des maisons ayant appartenu à des voisins, qui a suscité la colère de quasiment tous les habitants du quartier, voire même de tout le pays, y compris les compatriotes basés à l'étranger, la résidence de Pèlerin 5 n'offre plus aucune garantie de sécurité à M. Moïse et sa famille. La manière dont on décrit les événements annoncés pour le 17 octobre fait croire que le chef de l'État a jugé plus prudent de déménager de cette zone dangereuse, sachant que les décisions qu'il avait prises relative à la démolition des maisons de ses voisins, afin de faire construire une rampe de lancement pour hélicoptère, sont capables de revenir le hanter. Des sources proches de la présidence ont fait savoir que le couple Moïse aurait pris logement dans une maison se trouvant dans le complexe résidentiel de Shérif Abdallah.

Consul honoraire général d'Italie en Haïti

En se logeant avec sa famille dans le complexe résidentiel de Shérif Abdallah, qui est le « *consul honoraire général d'Italie en Haïti* », Jovenel Moïse demeure une partie du jour (ou de la nuit), avec sa famille en terre étrangère. Puisque, selon le protocole établi par la Convention de Vienne sur les relations consulaires conclue à Vienne, le 24 avril 1963, et approuvée par l'Assemblée fédérale le 18 décembre 1964, tout ce qui fait partie de la résidence de l'agent consulaire d'un pays, biens meubles et immeubles, y compris les personnes se trouvant sous le drapeau d'un pays étranger sont « *inviolables* » pour quelques motifs que ce soient.

L'Italie a fermé son ambassade en Haïti depuis des années, ayant décidé d'y établir une représentation consulaire honoraire. Celui qui assure cette fonction est l'homme d'affaires Shérif Abdallah, un Arabe d'origine égyptienne, également de souche italienne (par sa mère, dit-on). Du consulat général d'Italie situé au numéro 40, à la rue Lamarre, à Port-au-Prince, il assure toutes les attributions attachées à cette fonction. C'est l'unique représentation diplomatique italienne dans ce pays.

Passé pour un bailleur de fonds, d'abord de Michel Martelly, puis de Jovenel Moïse, bien plus discrètement qu'un Réginald Boulos, Abdallah se voit attribuer, lui aussi, la réputation de « *faiseur de roi* ». Dans le milieux politique haïtien, on pense que l'influence dont il avait joué dans les élections de Michel Martelly, puis dans celles de Moïse lui donne une «*responsabilité délictuelle* » par rapport à la politique de ces deux régimes *tèt kale*. Pour avoir financé l'accession au pouvoir de ces administrations PHTK, dans l'esprit des critiques de la politique de Martelly et de Moïse il est associé à tous les méfaits reprochés à ces derniers.

À l'approche des événements du 17 octobre, que semble redouter tout le monde, au premier chef les décideurs du pays, ceux qui se sont affichés ouvertement, tant par leurs actions, leurs décisions que leur financement des régimes *tèt kale*, plus précisément celui de Jovenel Moïse, doivent avoir de bonnes raisons de s'inquiéter. Cela vaut pour Abdallah et tous les autres manieurs d'argent qui ont dominé la politique haïtienne.

En tant que chef d'une mission consulaire étrangère, le rôle de Shérif Abdallah dans l'élaboration de la politique de Jovenel Moïse pourrait bien attirer l'attention de militants cherchant à identifier les alliés du pouvoir. Aussi l'hébergement du chef de l'État dans un site consulaire étranger quelconque placé sous la protection d'une bannière étrangère risque-t-il de provoquer des remous, tout au moins. Cela invite à évoquer la question de l'inviolabilité des locaux consulaires en général.

De l'inviolabilité des locaux consulaires

Si le président et sa famille ont effectivement déménagé au complexe résidentiel du consul honoraire d'Italie, en la personne de Shérif Abdallah, ce geste pourrait soulever une série de points litigieux au regard de la Convention de Viennes. Pour mieux comprendre cette situation, il faut lire ce que dit ce document.

« *1. Les locaux consulaires sont inviolables dans la mesure prévue par le présent article.*

« *2. Les autorités de l'État de résidence ne peuvent pénétrer dans la partie des locaux consulaires que le poste consulaire utilise exclusivement pour les besoins de son travail, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Toutefois, le consentement du chef de poste consulaire peut être présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.*

« *3. Sous réserve des dispositions du par. 2 du présent article, l'État de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.*

« *4. Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique. Au cas où une expropriation serait nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seront prises afin d'éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires et une indemnité prompte, adéquate et effective sera versée à l'État d'envoi* ».

Un président haïtien sous protection étrangère ?

On ignore si en prenant la décision de se faire héberger chez Abdallah le président haïtien et ses proches collaborateurs ont pris en compte le fait que ces derniers se retrouvent, en fait, sous la protection d'une puissance étrangère. Il est fort possible que cette éventualité n'ait été évoquée au moment de prendre cette décision. Cela n'empêche, pour autant, que le consul général honoraire d'Italie prenne des dispositions pour défendre sa résidence au cas où les conditions sur le terrain, le 17 octobre, le rendrait nécessaire. À coup sûr, telle disposition viserait aussi à protéger M. Moïse et sa famille, en prévision de possibles événements incontrôlables, le 17 octobre, qui pourraient déborder les forces de l'ordre du pays.

Il faut se demander quel processus a été suivi pour aboutir à cette décision, serait-ce suite à des négociations privées entre M. Moïse et Shérif Abdallah ou bien en Conseil de ministres, puisqu'on se retrouve en terrain inconnu. Dans ce cas, le président haïtien continuerait d'exercer ses fonctions, de prendre des décisions engageant normalement les intérêts du pays et ceux du peuple alors qu'il se trouverait logé « *en terre étrangère* ». On ne peut pas évoquer ici le cas de Vilbrun Guillaume Sam, qui s'était plutôt réfugié à la Légation de France pour échapper à la fureur de la populace qui était à ses trousses. Poursuivi jusqu'à son refuge d'où il fut extrait, l'histoire rapporte qu'il fut renversé du balcon par terre et massacré séance tenante. Sans aucun doute cette situation va susciter un débat national, faute de disposition constitutionnelle pour la traiter.

Tout compte fait, il y a toutes sortes d'affirmations et de conjectures faisant le tour de la capitale haïtienne en prévision du 17 octobre. La veille de cette date, il semble qu'il y ait deux catégories de personnes : ceux qui sont en passe de fuir le pays ou de se mettre à l'abri quelque part en Haïti, d'un côté; et de l'autre, ceux qui s'apprêtent à investir les rues de la capitale et des villes de province pour faire l'événement si redouté par les citoyens concernés par les crimes qui sont à l'origine de cette gigantesque mobilisation.

Dans de telles conditions, il faut prévoir que des incidents diplomatiques surgiront dont on ne peut de si tôt évaluer ni connaître les conséquences.

L.J.

Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 15

FUITE MASSIVE D'HAÏTI AVANT LE 17 OCTOBRE

La ligne aérienne « jet Blue » fait son beurre

Suite de la page 1

festation jamais orchestrée dans le pays, pour manifester leur mécontentement du président Jovenel Moïse, qui s'oppose systématiquement à l'idée de demander compte à ses amis et proches collaborateurs qui ont volé les USD 3,8 milliards $ du fonds PetroCaribe. Ces personnes qui tentent de s'échapper sont prêtes à faire tous les sacrifices possibles et imaginables pour quitter le pays. Aussi les responsables de jet Bluont ont-ils décidé d'augmenter le prix du billet simple jusqu'à plus de 67 %. Des passagers ayant réservé des sièges à bord d'un vol de jet Blue qui devait décoller de Port-au-Prince à 9 h. 17, mardi matin, à destination de Miami, ont déclaré avoir payé le billet à USD 829 $. Pour un autre vol, à bord de jet Blue, sur le même parcours, prévu pour quitter la capitale haïtienne à 5 h 38, le même jour, le billet a coûté USD 917 $.

L'hystérie collective à l'aéroport Toussaint Louverture

Bien que, depuis environ une semaine, des centaines de personnes, voulant laisser Port-au-Prince, envahissaient l'aéroport Toussaint Louverture, dans l'espoir de trouver des sièges à bord des vols en partance pour Miami, la situation a pris une allure d'urgente, à partir de lundi (15 octobre). Au bureau des lignes aériennes, notamment celui de jet Blue, on faisait la queue. Des passagers potentiels, ne voulant pas prendre la chance d'essayer de trouver leurs billets à l'aéroport, se présentaient directement, et très tôt, aux guichets de cette ligne aérienne se trouvant sur la Route de Delmas.

Entre-temps, à l'aéroport international Toussaint Louverture, c'était hystérie collective. S'il y avait des centaines de passagers qui tentaient leur chance de trouver des billets pour se rendre à Miami, la veille et le jour précédent, lundi, toute la journée, l'espace était bondé de monde. On laissait entendre que le nombre de demandeurs de billets à destination de Miami et d'Orlando, en Floride, dépassait 2 à 3 mille mardi seulement. La ligne de potentiels passagers s'étirait jusque dans la rue, alors qu'un embouteillage monstre rendait difficile, voire même impossible, l'accès à l'aérogare.

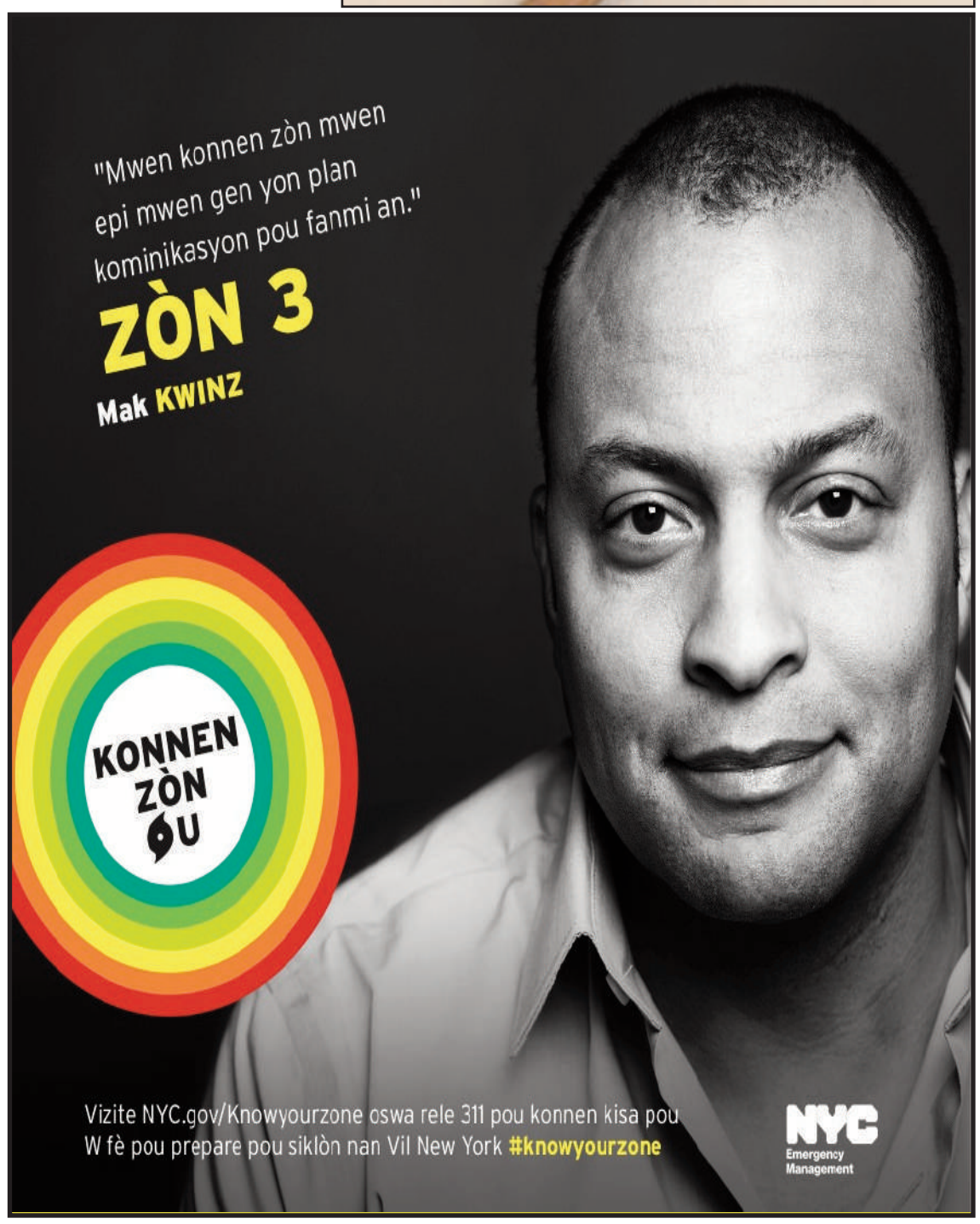
A la capitale haïtienne, les observateurs ont fait remarquer que, d'après ce qu'ils ont constaté, les personnes dont les noms ont été cités dans l'affaire PetroCaribe se sont toutes embarquées à bord des vols à destination de Miami, entre lundi et mardi

Selon des estimations, somme toute conservatrices, plus de 20 mille personnes ont quitté l'aéroport de Port-au-Prince à destination de New York, de Boston, de Miami et de Montréal, entre fin septembre et le 8 octobre. Entre le 9 et le 16 octobre, plus de 25 mille sont partis par le même aéroport, dont la plupart ont mis le cap sur Miami et Orlando. Rappelons que les passagers qui se rendent dans d'autres villes des États-Unis, telles que Atlanta, Baltimore, Washington, D.C., Boston et autres font escale en correspondance à Miami. De toute manière ceux qui mettent le cap sur New York, ou à destination de plusieurs régions de New Jersey passent par New York. De même que ceux qui se rendent à Boston, qui passent en correspondance à Miami, passent par New York.

La grande majorité des gens qui ont quitté le pays, pour échapper à ce qu'ils qualifient d'apocalypse du 17 octobre, sont partis à destination de Miami.

Ceux qui ont suivi de près les départs en direction de la frontière, surtout durant les deux dernières semaines, font croire que les vols à destination de Santo Domingo et de Santiago étaient remplis, ces derniers jours. Quant aux voyages par voie terrestre, on observait de longues files d'autobus qui traversaient par Malpasse, Ouanaminthe et Jimani, en particulier, durant ces deux dernières semaines. Encore selon des estimations conservatrices, plus de 25 000 personnes ont traversé les frontières afin de passer la journée du 17 octobre hors du pays.

On affirme qu'un nombre important de ces visiteurs qui ont traversé la frontière haïtiano-dominicaine, sans avoir de parents ni d'amis de l'autre côté de la frontière pour les héberger, vont séjourner à des stations balnéaires. Punta Cana est celle que les Haïtiens fréquentent le plus, dit-on



Journal 17 - 24 octobre 2018:HO 10/17/18 4:18 AM Page 16

HAPPENINGS !

From page 1

with considerable Haitian populations. Then, timid anti-corruption demonstrations began to pop up in Haiti.

And today, marking the 212th anniversary of the assassination of Jean-Jacques Dessalines, Haiti's George Washington, Haitians throughout the land are staging a day of protest that probably will dwarf all anti-corruption demonstrations so far. Citizens of all faiths throughout the country are angrily asking "*Kot Kòb Petwo-Karibe a*", "*Bare Vòlè, Mare Vòlè*" (Where is the PetroCaribe Money, Round-up the thieves, Arrest the thieves). "*Enough is enough!*"

In desperation, last Saturday, Haitian President Jovenel Moïse went on a personal campaign to derail the movement. Bypassing the head of the Haitian National Police (PNH,) he went to various Police precincts in Port-au-Prince and surroundings where, in brief meetings with the police officers, he thanked them for their task of protecting the nation. Moreover, he passed out sealed envelopes to all with 30,000 gourdes inside. That's the equivalent of $416.00 in a country where the minimum wage was recently raised to 500 gourdes for an eight-hour day, or the equivalent of about $7.00 a day and $180 monthly. The $416.00 given to each police officers represents more than two months of pay for a factory worker. That would be their advance pay to use violence against the October 17 protesters.

On Sunday (Oct. 14), someone who said he was a police officer at one of the precincts the president visited angrily denounced him in a voice message posted on WhatsApp. Speaking in Creole, he said, among other things: *"The president forgets that we come from the bowels of the people. We live in the ghettos with them. We're not going to shoot the people down."*

Through a message, also released Sunday evening on his Facebook page, former Police General Director Mario Andrésol rips into the president for bypassing the current Police Director General in his campaign to corrupt the police officers. Something very destabilizing for an independent police institution. He concludes: *"As October 17 approaches, the authorities are doing all sorts of things to undercut the success of the 'announced insurrection.' By visiting the (police) precincts, passing out cash, there's panic in the camp of those in power."*

In an attempt to paper over the president's *faux pas,* late Monday afternoon (Oct. 15,) the office of Prime Minister Jean-Henry Céant released a statement about the Prime Minister's visit to Michel-Ange Gédéon, the Director General of the PNH at his office in Pétion-Ville. A picture of the two men shaking hands accompanies the text which mentions *"fruitful exchanges on various important dossiers,"* including the 2017-2021 strategic plan for the police to be better equipped to do their work, and the budget for the Police.

Members of the Haitian National Police Chiefs of Staff with General Director Michael-Ange Gedeon (seated.)

A project that will curry favor with the Police is that of building a modern hospital for the exclusive use of Police officials and their families. Interestingly, the Minister of Justice Jean Roudy Aly, who oversees the Police, accompanied the Prime Minister. Also accompanying the PM, were members of his office as well as other high-ranking Police officers. The PM's visit was totally opposite of those of President Moïse, who went solo on Saturday, visiting various police precincts, without the head of the PNH. Reportedly, the president distributed envelopes stashed with cash to the police officers.

On Sunday, messages from church pulpits, whether Catholic or Protestant, encouraged the people to exercise their rights of protest. At the very popular Shalom church in Port-au-Prince, the minister Pierre André Muscadin led the faithful in a chant of *"PetroCaribe, where's the PetroCaribe money. Round them up, Arrest them!"* The action of the Shalom congregation is the more provocative, because earlier last week the government Tax Office (French DGI, equivalent to IRS) froze the church's bank accounts and slapped more than 3 million gourdes on the organization for taxes due from 2015 to the present. Pastor Muscadin, who also oversees the Shalom radio station, contests the government's claim and asserts, *"It's persecution against Protestant in Haiti"*. Moreover, he said, *"I'm calling on our people and other protestant brethren to show support for the Petro Caribe campaign."*

High school students in Port-au-Prince began their own campaign on Friday (Oct. 12) when they converged on the Marriott Hotel in Port-au-Prince, demanding, **"Where is the PetroCaribe money."** Monday afternoon, there was tension in the *Champ de Mars* area, not far from the National Palace, with rubber tires burning. In addition, after school at around 4:30, the students took to the streets again, chanting, **"Where is the PetroCaribe money."** As previously reported, former President Michel Martelly had publicly said in a concert, last January that the PetroCaribe money he is accused of having stolen, has been invested in hotels like Marriott, El Rancho and Best Western.

Though the proprietors of those establishments had said nothing at the time of Martelly's boast, lately they have denied that he invested his money in their hotels and demanded an apology from the former president. Though he made a timid apology, the issue is still dogging the hotel proprietors, who fear the rage of the demonstrators, often turned into a machine of destruction. One wonders why Martelly never points to his investment in his $9-million seaside mansion, built during his five-year presidential mandate, on a monthly salary of $10,000.00.

Meanwhile, twelve renowned intellectuals issued a joint statement on Friday (Oct. 12) asserting, *"light must shine"* on the PetroCaribe theft, which is *"a fight against a political system based on corruption and impunity."* Thus, they call for all *"progressive forces to come together to present an alternative toward another Haiti"* and to bring change, something which requires the kindling of *"some consciousness on the part of the citizens, also a patriotic consciousness, an organization and a political direction."* Here are the signers: William Smarth, Michel Hector, Suzie Castor, Sabine Manigat, Frantz Grandoit, Jean Casimir, Sr. Kesta Occident, Arnold Antonin, Colette Lespinasse, Claude Moïse, Michel Legros and Ernest Bellande.

Concerned about what to expect from October 17, foreign entities in Haiti issued statements last weekend, calling on their employees to take cover on that day and the next. All shopping for essentials should have been done on Sunday (the 14th.) Among those issuing statements, we will point to the United Nations, the American Embassy and the French Consulate.

Interestingly, the brash Michel Martelly has disappeared from view. On October 12, a certain Joel Léon released a statement, which we obtained. He said he got information from "a credible source" that *"Martelly fears a lot for his life. Everywhere he goes he runs into people calling for rounding-up the thieves, arrest the thieves. His family will not let him get out. He conducts all political meetings at his home. He is a prisoner in his own home. And rumors are that he will leave the country before October 17, because past the 15th, all arms are legal."* Does that mean anyone can take a shot at him?

The statement also said that President Moïse broached the idea of resigning with some foreign diplomats from whom he asked for protection to stay in the country. However, they said they could not guarantee his safety. Is that the reason for his leaving his private residence at Pèlerin 5 for the Juvénat section of Petion-Ville, a more secure neighborhood? It turns out that the First Family has taken residence at the home of the consul of a powerful country. Would that be a pre-exile move? Deridingly, Haitians say *"li pran anbasad."* (He's gone to an embassy for protection.)

For those who think all the above information is "Fake News," we will let Michel Martelly himself clear up matters. In a public apology to his friends and constituents at the "Second Circumscription" of Port-au-Prince, embracing the Martissant area, south of city center, Martelly shows worry in his face as he says: *"At the festive celebration in the Second Circumscription, Michel Martelly is always there. Congressman Lochard, you people of the Second Circumscription, this year you will not see me physically, but I will be with you in my heart and in spirit. I wish you a happy fiesta, and I wish that the Congressman would continue to do all he can for the happiness of the people of the Second. I greet all your family, Mr. Congressman, and all those that live in the Second. El bichere! (unrecognized) Happy Fiesta!"*

Obviously, October 17 has intruded on practically all activities and forced the cancellation of previously planned agendas. Otherwise, Michel Martelly, the arrogant partygoer who usually lets go with obscenities at those occasions, would not have skipped this event. Mind you, this is the first time he cannot be there. In addition to publicly admit it, he is sending a message: The game is up!

RAJ, October 17, 2018

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed
PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM
Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!